

LE DEVOIR

VOL. XCIII N° 298

LE VENDREDI 3 JANVIER 2003

87¢ + TAXES = 1\$

IRAK

Aziz condamne la poursuite des préparatifs militaires américains

Hans Blix retournera à Bagdad à l'invitation de l'Irak

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Le vice-premier ministre irakien et proche collaborateur de Saddam Hussein, Tarek Aziz, a condamné hier la poursuite du déploiement militaire des États-Unis dans la région. Malgré la coopération de Bagdad avec l'ONU, «ils continuent leur préparation d'une guerre d'agression», a-t-il affirmé.

M. Aziz a accusé Washington de poursuivre «un dessein impérialiste. Ce dessein est d'envahir l'Irak, de l'occuper et d'utiliser ses ressources nationales pour les objectifs du complexe militaro-industriel, pour les objectifs du régime capitaliste».

Alors que Washington continue à renforcer son dispositif militaire dans le Golfe, avec notamment l'ordre de déploiement d'une division d'infanterie de 17 000 hommes, l'Irak a affirmé que ses batteries de missiles sol-air avaient tiré sur des avions de combat américains et britanniques qui effectuaient des raids dans le sud du pays, un type d'incident devenu quasi quotidien.

Aux États-Unis, un porte-parole militaire américain a annoncé que des manœuvres baptisées «exercice victoire», dirigées par le général de corps d'armée William Wallace, auraient lieu en janvier à Grafenwohr, en Allemagne, impliquant un millier de militaires. Quelque 800 militaires américains basés en Allemagne vont également être redéployés dans la région du Golfe, a indiqué ce porte-parole.

Le responsable irakien des relations avec les experts de l'ONU, le général Hossam Mohamed Amine, a pour sa part annoncé qu'à l'invitation de Bagdad, Hans Blix se rendrait en Irak pendant la troisième semaine de janvier pour «examiner la coopération [entre les deux parties] pendant la période récente et développer cette coopération dans les prochains mois».

VOIR PAGE A 10: AZIZ



SUHAIB SALEM REUTERS

Le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz

BOURSES

2003 commence sous le signe de l'optimisme

Alors qu'ils avaient reculé en début de semaine, les marchés boursiers ont fait preuve d'un enthousiasme débordant hier lors de leur première séance de 2003.



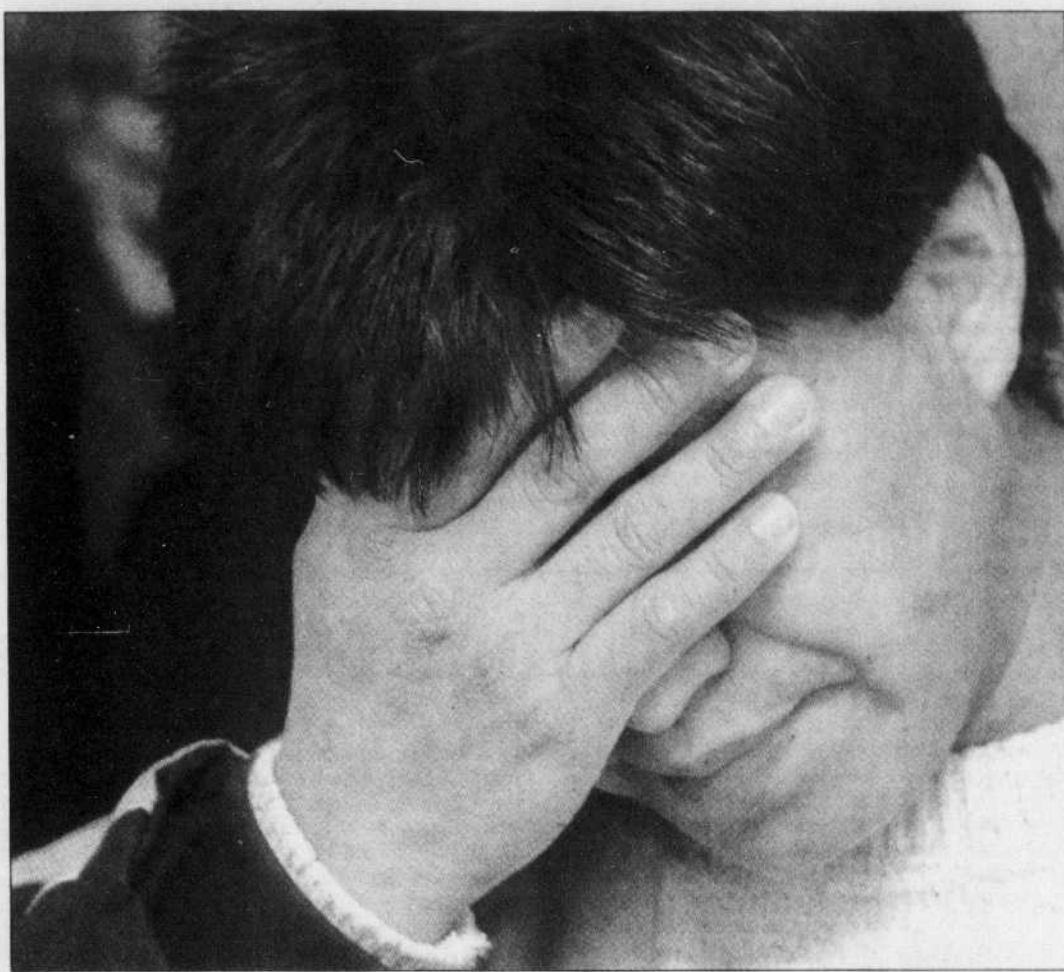
A New York, Wall Street a bondi de 3,19 % à 8607,52 points tandis qu'à Toronto, l'indice vedette S&P/TSX a pris 125,51 points, ou 1,9 %, à 6740,05, un sommet de près de six mois. Cependant, l'ivresse de début d'année pourrait rapidement se dissiper sous la pression des incertitudes géopolitiques.

■ À lire en page A 7

INDEX

Actualité	A2	Météo	B6
Avis publics	B6	Monde	A5
Bourse	A6	Mots croisés	B6
C'est la vie	B8	Sorties	B5
Cinéma	B3	Sports	B7
Éditorial	A8	Télévision	B2
Idées	A9	Week-end	B1

Le malheur s'abat sur une famille



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Julio Herrera a versé des larmes en faisant le récit du cauchemar que traverse sa famille.

Un mal mystérieux

- Une fillette décédée; ses deux sœurs sont à l'hôpital
- Le père soupçonne l'insalubrité du logement

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Julio Herrera a l'impression de vivre en plein cauchemar depuis Noël. Sa fille de deux ans et demi est décédée la semaine dernière et deux autres de ses filles sont hospitalisées, victimes de troubles respiratoires. Julio Herrera soupçonne les moisissures et les champignons qui infestent son appartement d'être à l'origine des malheurs qui s'abattent sur sa famille, mais l'autopsie effectuée sur la petite Raquel n'a pas pu confirmer ces allégations.

Raquel est morte d'une infection intestinale le 27 décembre dernier, a révélé l'autopsie réalisée à la suite de son décès. Julio Herrera, père de cinq autres enfants âgés de huit mois à dix ans, attend les résultats d'autres tests qui doivent être effectués par l'hôpital Maisonneuve-Rosemont sur tous les membres de la famille, mais il demeure convaincu que l'état de leur logement y est pour quelque chose. «Je suis inquiet pour mes deux filles qui sont toujours à l'hôpital. Je veux savoir ce qui se passe», dit-il.

VOIR PAGE A 10: FILLETTE

BRÉSIL

Lula au boulot

Le plus grand pays de l'Amérique latine a ouvert mercredi une nouvelle page de son histoire avec l'investiture du premier président brésilien de gauche. L'ancien militant syndicaliste Luiz Inacio da Silva, dit Lula, a promis d'en finir avec la faim et la misère dans un pays où 50 des 175 millions d'habitants vivent dans la pauvreté. Mais le nouveau président entend procéder sans changement radical, en mettant en chantier de délicates réformes économiques.

D'APRÈS LIBÉRATION

Rarement l'élection d'un président latino-américain aura suscité autant d'espoirs. Des espoirs que Lula lui-même s'empresse pourtant de modérer depuis son élection: «Pour pouvoir changer de direction, il faut d'abord remettre le train sur les rails.» Sortir de l'ornière économique avant de s'attaquer à sa grande tâche, la réduction des inégalités dans un des pays les plus inégalitaires du monde.

«La première année de Lula ne sera qu'une continuité du gouvernement Cardoso. Il ne pourra pas mettre en marche ses ré-

formes avant 2004... pour des premiers résultats en 2006», estime le politologue Helio Jaguaribe. Pour tenir ses promesses, augmenter le salaire minimum (250 reals, soit environ 67 \$US), créer 10 millions d'emplois, éradiquer la faim et sortir de la pauvreté 50 millions de personnes, Lula n'a pas un sou vaillant. Le budget 2003 a déjà été voté par l'ancien président Fernando Henrique Cardoso. Mais surtout, Lula hérite d'une situation économique très fragile.

VOIR PAGE A 10: LULA

■ L'éditorial de Serge Truffaut, en page A 8: Les faux pas de Lula

Le nouveau président brésilien a salué ses supporters peu avant son assermentation le 1^{er} janvier.



SERGIO MORAES REUTERS

Un autre «clone» à naître d'ici quelques jours

Les tests sur le premier bébé sont repoussés, annonce Clonaid

LE DEVOIR
ET L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Clonaid a annoncé qu'un deuxième bébé clone devrait naître d'ici quelques jours en Europe. Pour l'instant, les examens prévus mardi dernier sur le premier bébé sont repoussés et pourraient même être annulés, a soutenu hier soir sur les ondes de France 2 la présidente de la société Clonaid, Brigitte Boisselier.

Les prélèvements d'ADN pour prouver que le bébé Eve a bel et bien été conçu par clonage pourraient même ne jamais être effectués: «Il n'est pas encore certain qu'ils aient lieu», a-t-elle ajouté, en indiquant que la décision sera prise par les parents. «Les parents m'ont dit qu'ils se donnaient encore 48 heures pour décider si oui ou non ils le faisaient», a-t-elle dit.

A l'appui de ce possible revirement qui risque d'ajouter un peu plus au doute ambiant et de relancer les accusations de bluff, Mme Boisselier a cité la crainte des parents, soucieux de préserver leur anonymat devant la pression des autorités judiciaires aux États-Unis et en Corée du Sud depuis l'annonce de cette naissance controversée.

VOIR PAGE A 10: CLONE

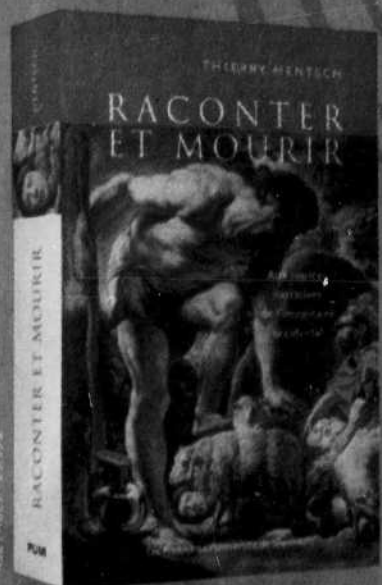
FUSIONS



À Québec, l'avenir se présente plutôt bien

■ À lire en page A 4

Les grands récits de l'Occident



Thierry Hentsch
RACONTER ET MOURIR
Aux sources narratives de l'imaginaire occidental

www.pum.umontreal.ca

DISTRIBUTION FIDES

PUM

Université de Montréal

Les Presses de l'Université de Montréal

• LES ACTUALITÉS •

McLellan a songé à démissionner pour s'opposer à Kyoto

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La ministre fédérale de la Santé, l'Albertine Anne McLellan, dit avoir songé à démissionner, il y a plusieurs semaines, en réaction à la ratification du protocole de Kyoto par le premier ministre Jean Chrétien. Si elle est restée, c'est qu'elle compte défendre sa province au sein du gouvernement, affirme-t-elle.

«Je devais prendre ma décision en fonction du lieu où je pourrais exercer les intérêts des Albertains», a soutenu la députée d'Edmonton-Est dans une entrevue publiée hier dans le quotidien Ottawa Citizen.

«J'ai envisagé toutes les possibilités comme le ferait, je crois, n'importe quel politicien responsable, a-t-elle précisé. C'était une décision difficile. Mais en fin de compte, j'ai décidé que je pourrais en faire davantage en restant et en travaillant au sein du gouvernement pour m'assurer qu'on écoute le point de vue des Albertains.»

Au cours de l'entrevue, Mme McLellan a évoqué le dilemme personnel et politique auquel elle a fait face le mois dernier lorsque

M. Chrétien a confirmé qu'il ratifierait le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, en dépit de l'opposition de plusieurs provinces, plus particulièrement l'Alberta.

La ministre a expliqué comment son gouvernement avait «bousillé le processus» et ainsi suscité l'opposition de certaines provinces. Le gouvernement doit absolument rassurer l'industrie pétrolière et gazière quant aux coûts d'implantation de Kyoto, a-t-elle martelé.

Sans cela, a-t-elle prévenu, les entreprises gazières auront du mal à trouver du financement pour leurs projets à long terme. «Que vous viviez à Ottawa ou à Calgary, ce n'est dans l'intérêt de personne que d'éventrer l'industrie pétrolière du pays», a-t-elle estimé.

La décision du premier ministre d'aller de l'avant avec Kyoto, en l'absence d'un plan appuyé par les provinces, a fait une «très grosse tache» à sa réputation, s'est désolée Mme McLellan. «Bon nombre d'Albertains» lui ont demandé de quitter le cabinet afin d'avoir les coudées franches pour voter contre Kyoto, a-t-elle révélé.

LOUIS-GILLES
FRANCÉUR
LE DEVOIR

Méticuleusement aligné sur les normes et échéanciers américains, le nouveau règlement canadien sur les émissions des véhicules automobiles devrait réduire d'environ 95 % les rejets actuels des contaminants atmosphériques toxiques des véhicules actuels sans pour autant réduire même de 1 % leurs émissions de gaz à effet de serre.

Il faut dire que les dispositifs antipollution actuels réduisent de 90 à 97 % la plupart des contaminants ciblés par rapport à des moteurs qui ne seraient équipés d'aucun dispositif. La réduction envisagée porte en réalité sur la portion des contaminants qui échappent aux systèmes actuels.

Le nouveau règlement entrera en vigueur dès le début de la prochaine année. Il exigera des constructeurs automobiles qu'ils mettent en marché entre 2004 et 2007 des véhicules qui vont réduire davantage les molécules contribuant à la formation du smog dans et autour des grandes villes canadiennes.

L'aspect le plus novateur du nou-

Nouvelles normes contre la pollution

Sursis de deux ans aux gros utilitaires sportifs

veau règlement réside dans le fait que les nouvelles normes vont progressivement éliminer l'avantage dont bénéficient depuis trois décennies les véhicules utilitaires sportifs, les SUV, comme on les appelle aux États-Unis. Ces monstres énergivores vont en effet bénéficier d'un sursis de deux ans: en 2009, tous les véhicules routiers personnels seront régis par des normes d'émissions identiques.

Les véhicules légers et les camionnettes devront rencontrer, par exemple, la nouvelle norme de 0,07 gramme d'oxyde d'azote (NOx) par mille parcouru entre 2004 et 2007, selon la taille respective de chacun. Mais les gros utilitaires sportifs devront limiter leurs émissions à 0,20 gr en 2004, 0,14 gr en 2007 et le 0,07 gramme en 2009.

Mais ces dispositifs antipollution n'auront aucunement pour effet de réduire les émissions de gaz carbonique des véhicules routiers — celles qui contribuent au réchauffement du climat — car ces émissions ne peuvent être réduites par aucun dispositif technique connu. La seule façon connue de les réduire consiste à réduire la consommation d'essence des véhicules.

Des États américains comme la

Californie ont décidé d'attaquer simultanément les deux problèmes — pollution et gaz à effet de serre — en obligeant par une loi les constructeurs à mettre en marché dès la fin de la décennie un pourcentage important de véhicules hybrides, c'est-à-dire ceux qui fonctionnent à l'essence et à l'électricité, parce qu'ils consomment deux à trois fois moins. Les constructeurs ont décidé d'attaquer devant les tribunaux la loi californienne. Quelques semaines plus tard, l'administration Bush, très liée à l'industrie du pétrole, ajoutait son poids à la poursuite pour empêcher la Californie de créer de nouveaux standards nord-américains dans ce domaine.

Ford abandonne
la Think

Des décisions aussi clairement à rebours des efforts internationaux pour stabiliser le climat ont incité un constructeur comme Ford à abandonner récemment son programme de production de la Think, une petite deux places tout électrique pour laquelle des commandes importantes commencent à rentrer. Pour l'instant, Ford et GM se proposent de

modifier leurs gros SUV en version hybride parce que la technologie est disponible maintenant.

En version hybride, des véhicules comme l'Excursion de Ford, un nouveau SUV qualifié de «Brontosaurus» mécanique par la presse américaine, pourrait rouler d'ici quelques années avec une consommation moyenne d'environ 40 milles au gallon ou de 5,8 litres au 100 km! La moyenne actuelle des SUV nord-américains se situe au-dessus de 11 litres au 100 km. La consommation des plus gros modèles dépasse les 23 litres au 100 km, c'est-à-dire presque un quart de litre par kilomètre...

Paradoxalement, ce sont maintenant les militaires américains et non seulement les écologistes qui poussent le plus pour obtenir désormais des constructeurs des versions tout électrique ou hybrides pour les gros SUV. En effet, ils ont découvert qu'un véhicule propulsé à l'électricité génère moins de chaleur que ceux qui sont équipés d'un moteur à combustion. Ils sont donc beaucoup plus invisibles devant les dispositifs de détection par la chaleur qu'on utilise pour pointer les gros calibres et les missiles...

Deux villages emportés par un cyclone

AGENCE FRANCE-PRESSE

Auckland — Les autorités des îles Salomon, dans le Pacifique Sud, ont confirmé que deux villages de l'île de Tikopia ont été totalement emportés par le cyclone Zoé qui a frappé samedi deux îles de l'archipel, a annoncé ce matin la radio Solomon's Broadcasting (SIBC).

Le Bureau des catastrophes naturelles a déclaré à la SIBC que les villages de Ravenga et Namo avaient été ensevelis sous le sable.

Entre 400 et 500 personnes vivaient à Ravenga et environ 200 à Namo, selon la radio, qui indique ne rien savoir du sort des habitants des deux villages construits sur une bande de terre bordée par un lac d'un côté et par la mer de l'autre.

Un peu plus tôt, Gabriel Teao,

premier ministre de Temotu, avait déclaré à l'AFP depuis la capitale régionale Lata qu'il craignait que de nombreuses personnes aient été emportées par des vagues qui auraient atteint onze mètres de haut.

«Des villages entiers ont été rayés de la carte et je ne sais pas encore combien de personnes ont péri», a-t-il déclaré.

La France, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en partie responsables des secours selon un traité, étaient critiquées pour la lenteur de leur réaction.

Un patrouilleur de la police des îles Salomon, Auki, a quitté hier soir la capitale Honiara pour se rendre sur la zone frappée par le cyclone où il devrait arriver dimanche, soit huit jours après le cyclone.

ASSOCIATED PRESS

Indianapolis — Des scientifiques français et américains ont entièrement séquencé le chromosome 14, le plus long chromosome humain décrypté à ce jour, qui regroupe notamment 60 gènes impliqués dans des maladies génétiques, dont la forme précoce de la maladie d'Alzheimer.

«C'est le plus long morceau d'ADN séquencé jusqu'à aujourd'hui», souligne Yann Esnault, chargé de la communication scientifique de l'équipe française du Génoscope d'Evry (Essonne), qui a dirigé cette recherche.

Joint au téléphone hier par l'Associated Press, il a précisé qu'il

s'agit de la première description «vraiment terminée» d'un chromosome: l'équipe de Jean Weissenbach a en effet dressé la liste ininterrompue des 87 millions de nucléotides (composants de l'ADN) qui le caractérisent.

Trois autres chromosomes humains ont déjà été identifiés par les scientifiques internationaux occupés au séquençage du génome humain, mais leur description conserve «une dizaine de trous», selon M. Esnault. Il affirme que le chromosome 14 a été séquencé «avec une précision de 99,99 %».

Après cinq ans d'études, la découverte des chercheurs du Génoscope, appuyés de leurs collègues américains du Seattle Institute for Systems Biology et de l'école de médecine de l'Université Washington de Saint-Louis a été publiée mercredi par le site Internet du magazine scientifique Nature.

Sur le chromosome 14, les scientifiques ont repéré 1050 gènes et fragments de gènes, dont 344 nouveaux, qui viennent s'ajouter aux 506 qui avaient déjà été identifiés sur ce

chromosome. Les chercheurs du Génoscope travaillent toujours pour «affiner l'identification de ces nouveaux gènes», dont on ne connaît pas encore le rôle ou l'importance.

Sur le chromosome 14 figurent entre autres une soixantaine de gènes liés à des maladies, dont ceux impliqués dans une forme précoce de la maladie d'Alzheimer, de la paraplégie spastique familiale (dégénérescence nerveuse paralytique), de la maladie de Niemann Pick (trouble du métabolisme des graisses), et du syndrome d'Usher, qui entraîne des anomalies de la vue et de l'audition.

Ce séquençage, s'il est important, ne signifie pas que les médecins sont prêts à soigner la maladie d'Alzheimer, note Bill Thies, vice-président d'une association spécialisée de Chicago. Selon lui, le chromosome 14, lié à une forme précoce de la maladie, ne joue que pour une minorité des malades. D'autres gènes et des facteurs extérieurs contribuent aussi au risque de développer la maladie d'Alzheimer.

La première ébauche du géno-

me humain avait été présentée en 2000, et les généticiens de plusieurs pays se sont ensuite attelés à décrire précisément les différents chromosomes.

Le consortium international engagé dans ces recherches espère avoir terminé le séquençage des 24 types de chromosomes humains différents au mois d'avril prochain, explique Mark Guyer, directeur des recherches extérieures du National Human Genome Research Institute.

«Une fois que nous aurons séquencé les chromosomes, nous serons essentiellement devant une liste basique d'instructions. Nous devons encore apprendre comment lire ces instructions et comprendre ce qu'elles signifient», ajoute-t-il.

Le mois d'avril représente une date symbolique pour les généticiens, puisqu'il marquera le 50^e anniversaire de la description de la molécule d'ADN publiée par James Watson et Francis Crick en 1953. L'ADN, ou acide désoxyribonucléique, est le constituant essentiel des chromosomes, support matériel de l'hérédité.

CONCOURS
LE DEVOIR en collaboration avec : **SOLEIL BEC TOURS INC.**

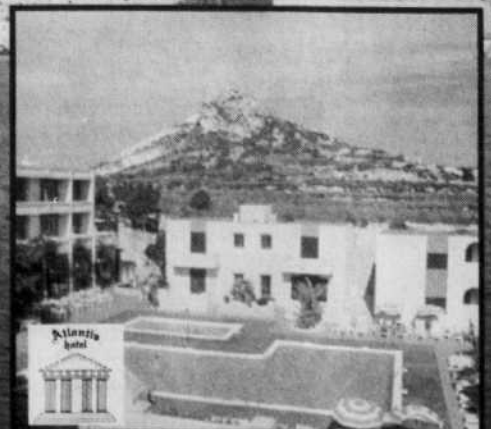


MALTE
Île des chevaliers

CE VOYAGE POUR 2 COMPREND :

- Billets d'avion (Les correspondances sont comprises) • 5 nuits d'hébergement à Malte comprenant les petits-déjeuners • Tour de ville • 1 nuit d'hébergement à Rome comprenant le petit-déjeuner





Hôtel New Tower Palace-Sliema

Hôtel Atlantis Gozo

swiss

INTERTRAVEL

AIR MALTA

Vous reproduisez des articles de ce journal?

Êtes-vous autorisé à le faire légalement?

La **Loi sur le droit d'auteur** prévoit des recours en dommages et intérêts pour le contrevenant pouvant aller jusqu'à 20 000 \$ par infraction.

Respecter le droit d'auteur, c'est encourager la créativité!

Pour plus de renseignements sur les licences nécessaires pour agir en toute légalité, communiquez avec les agents autorisés ci-dessous :

CEDROM-SNi : (514) 278-6060
COPIBEC : (514) 288-1664

Publié en collaboration avec Médias Transcontinental et l'Association des quotidiens du Québec.

La Presse **LE DEVOIR** **Transcontinental** **LE SOLEIL** **LeDroit**
La Tribune **QUOTIDIEN** **progrès dimanche** **La Voix de l'Est** **Le Nouvelliste**

LE DEVOIR

Retournez à : Concours Malte, 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3S1
Le tirage aura lieu le 30 janvier 2003 à 15h.
Faites-nous parvenir les coupons de participation avant le 29 janvier 2003 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par enveloppe. Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées. Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir. Valeur de 3 200\$.

Nom :
Adresse : App. : Ville :
Code postal : Courriel :
Téléphone : (rés.) (bur.)
Question mathématique : (50+15) - 5 = ... Abonné(e) : Oui ☐ Non ☐

LE DEVOIR

ACTUALITÉS



Christian Rioux

La peur du double

En ce début d'année, les raeliens ont réussi un formidable coup médiatique. Que la petite Eve existe ou pas, reconnaissons que les grandes agences de publicité peuvent aller se rhabiller. Jamais leurs millions n'auraient pu réussir une telle opération.

Au beau milieu de la disette médiatique qui caractérise la période de Noël, voilà qu'une bande d'illuminés vole la vedette à George Bush et Saddam Hussein en ranimant une des plus vieilles peurs du genre humain. Celle des clones.

Il faut dire que Claude Vorilhon s'y connaît. Cet ancien chanteur devenu journaliste sportif et rebaptisé Rael n'a pas été enfanté par un extraterrestre, comme il le dit, mais par la télévision française. Il crouillait probablement encore dans l'anonymat d'un village d'Auvergne s'il n'avait bénéficié, en France comme en Amérique, de la complicité d'une machine à spectacle en mal de «freak shows».

Sa naissance médiatique date de 1974, alors que le célèbre animateur Jacques Chancel l'invite à son émission pour raconter sa première rencontre avec des extraterrestres. Depuis, tous les amuseurs cathodiques, de Christophe Dechavanne à Thierry Ardisson, ont raffolé de sa tête de professeur Tournesol.

Tous savent que son pouvoir sur les cotes d'écoute n'a rien, lui, de surnaturel.

Il serait pourtant exagéré d'attribuer le succès des raeliens à ce seul gène médiatique. Si le coup de Vorilhon est si percutant, c'est qu'il alimente la peur du double qui se cache en chacun de nous.

La peur du double est aussi ancienne que l'humanité. Elle prend racine dans des coins reculés de la psychologie humaine. Pour les anthropologues, le mythe du double est intimement lié à la violence. Certaines tribus primitives craignaient les jumeaux comme la peste. D'autres les éloignaient du groupe ou les faisaient disparaître. Même ceux qui les adoraient le faisaient pour se protéger d'une violence sourde.

C'est qu'il n'y a rien de plus insupportable à l'homme que de ne pas se croire unique. Pour le philosophe René Girard (*La Violence et le Sacré*, Hachette), une société d'êtres identiques ne peut être qu'une société violente où chacun cherche à éliminer son semblable. Cette crainte de «l'indifférenciation» est même, croit-il, à l'origine de la violence originelle que toutes les religions du monde se sont donné pour tâche de combattre.

C'est probablement ce qui explique le tollé extraordinaire qui a suivi l'annonce des raeliens. Même les États les moins interventionnistes, comme les États-Unis, s'apprêtent à légiférer en matière de clonage. La France, où une loi est à l'étude, et l'Allemagne ont tout fait pour que l'ONU interdise le clonage destiné à la reproduction. Le Canada a beau traîner les pieds, l'adoption d'une loi n'y est qu'une question de temps.

Le seul débat oppose en fait les adversaires de toute forme de clonage aux partisans du clonage dit thérapeutique, destiné à produire des cellules souches qui pourraient servir un jour à soigner certaines maladies. À l'exception de quelques illuminés, la condamnation du clonage destiné à la reproduction semble faire consensus.

Cette unanimité n'est pourtant pas sans ambiguïtés. À force de brandir le spectre d'une société de clones, d'évoquer George Orwell et *Metropolis* (le chef-d'œuvre de Fritz Lang), on pourrait finir par laisser croire que l'utopie raelienne nous menace véritablement.

On n'a guère vu de voix s'élever pour rappeler qu'en dépit de toutes les découvertes de la génétique, le rêve manichéen de Brigitte Boisselier et de ses disciples n'est qu'une utopie dérisoire. N'est-ce pas la science, justement, qui nous apprend que la plus parfaite identité génétique ne fera jamais des êtres identiques? Bref, que l'homme n'est pas qu'un ramassis de cellules, mais essentiellement un produit de la culture et de l'histoire?

Les parents de jumeaux dits identiques savent que l'identité est une lubie. Comment expliquer autrement que, dans 18 % des cas, l'un des jumeaux identiques soit droitier et l'autre gaucher? Le clonage le plus parfait pourra peut-être photocopier demain la poitrine de Madonna ou le minois de Johnny Deep, mais jamais le cerveau de Gaston Miron ou de Marguerite Yourcenar.

Une partie de l'opinion qui s'oppose aux manipulations génétiques semble pourtant entretenir cette illusion scientifique selon laquelle le destin de l'homme est écrit dans ses gènes.

L'idée est plus répandue qu'on ne le croit. Il ne se passe guère une semaine sans qu'une publication annonce la découverte du gène de la violence, de l'homosexualité ou même de l'amour. Selon le chercheur français Axel Khan, le «rejet de la seule filiation par le cœur et les valeurs proprement humaines, au profit de l'exigence d'une filiation par les gènes caractérise nos sociétés mondialisées».

Au lieu d'évoquer la vision apocalyptique d'une usine à fabriquer des clones, il faut affirmer la futilité de ces théories fumeuses. Une futilité que les raeliens reconnaissent d'ailleurs implicitement lorsqu'ils disent que la seconde étape de leur entreprise consistera à cloner... l'esprit.

L'horreur du clonage reproductif consiste à transformer l'homme en cobaye. Elle tient dans la remise en question symbolique, peut-être encore plus grave, du système de parenté. Elle se cache aussi dans le drame psychologique que pourraient avoir à supporter les êtres nés de cette folie prométhéenne. Elle réside peut-être enfin dans l'idée même qu'elle véhicule de la vie. Mais elle ne tient certainement pas dans la possibilité de créer deux êtres identiques.

À moins qu'il y ait un raelien qui sommeille en chacun de nous...

Christian Rioux est correspondant du Devoir à Paris

Drogues: les tribunaux deviennent plus tolérants

Un juge ontarien refuse de condamner un adolescent surpris avec 30 grammes de marijuana

PRESSE CANADIENNE

Windsor, Ontario — Un juge de la Cour de l'Ontario a rejeté hier une accusation de possession de marijuana portée contre un adolescent de 16 ans, une décision que certains avocats ont saluée comme un autre signe que les lois canadiennes sur la marijuana commencent à s'assouplir.

Le juge Douglas Phillips a rejeté l'accusation après que l'avocat Brian McAllister eut plaidé qu'il n'existait aucune loi interdisant la possession de 30 grammes ou moins de marijuana.

«Mon interprétation de la loi — et elle a été acceptée par le juge — est qu'il n'existe en Ontario aucune loi interdisant la possession de marijuana», a déclaré l'avocat en entrevue. «Mais il est peu probable que la police accepte ce point de vue, et un autre juge pourrait ne pas l'accepter non plus. Le jugement ne touche actuellement que cette jeune personne.»

«Mais il semble que plusieurs autres juges aient reporté d'autres causes similaires en attendant cette décision», a ajouté M^r McAllister. «Le jugement pourrait donc avoir un impact sur ces causes.»

Jim Leising, porte-parole du ministère fédéral de la Justice, a indiqué que le jugement serait examiné attentivement, et qu'une décision concernant la possibilité d'interjeter appel ou d'intenter tout autre genre d'action serait prise d'ici 10 jours.

Ce jugement ne donne pas aux Canadiens la liberté d'utiliser la marijuana sans devoir faire face à des accusations, a précisé M. Leising. À l'heure actuelle, un individu reconnu coupable d'avoir eu en sa possession 30 grammes ou moins de marijuana est passible d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement maximale de six mois.

Le jugement d'hier concernant l'adolescent de 16 ans — qui ne peut être identifié en raison de son âge — «est unique», a reconnu M. Leising. Mais la loi rendant illégale la possession de mari-

juana «est toujours valide et exécutoire», a-t-il ajouté.

M^r McAllister a demandé le rejet de l'accusation portée contre l'adolescent en alléguant qu'Ottawa n'avait pas encore donné suite adéquatement à un jugement rendu il y a deux ans par la Cour d'appel de l'Ontario.

Dans cette décision marquante, la Cour d'appel avait donné raison à un utilisateur de marijuana, Terry Parker. M. Parker alléguait que la loi enfreignait les droits des malades qui utilisaient la mari pour des raisons médicales.

En rendant sa décision, le juge Phillips s'est rendu aux arguments de M^r McAllister, selon lequel la nouvelle réglementation ne satisfait pas au jugement Parker et que par conséquent, la Loi fédérale réglementant certaines drogues et autres substances n'interdit pas la possession de marijuana.



La moitié des Canadiens veulent qu'on décriminalise la possession de mari

La moitié des Canadiens interrogés en novembre étaient en faveur d'une décriminalisation de la possession de marijuana.

Un sondage de la maison torontoise Strategic Counsel indique que 53 % des Canadiens de moins de 40 ans approuvaient un assouplissement de la loi en cette matière, alors que la proportion se situait à 48 % chez les adultes de 40 ans et plus.

Mené au début de novembre auprès de 1400 adultes, ce sondage a été réalisé pour Southam News, le magazine *Maclean* et le réseau de télévision Global. La marge d'erreur est de 3,1 %, 19 fois sur 20.

Les hommes sont généralement plus ouverts que les femmes à la décriminalisation de la possession de

marijuana, tout comme les gens à revenu élevé.

C'est en Colombie-Britannique que la population se montre plus favorable, avec une proportion de 56 %. Au Québec, la proportion est de 48 %.

Les sondages font observer que le clivage entre les jeunes et les gens plus âgés tend à diminuer à ce sujet. Il est moins important que pour d'autres sujets sociaux, comme le mariage gai ou l'adoption par les gais.

La maison de sondage avertit toutefois le gouvernement qu'il doit traiter ce sujet prudemment, soulignant que la moitié des Canadiens adultes sont encore opposés à tout changement.

Presse canadienne



Un militaire espagnol, engagé dans la guerre contre la nappe de pétrole qui a sali les côtes espagnoles, accepte une gorgée de champagne afin de célébrer l'arrivée de la nouvelle année.

Des boulettes de pétrole sèment le désarroi dans le sud-ouest de la France

JULIE FRAYSSE
AGENCE FRANCE-PRESSE

Lège-Cap-Ferret (France) — La très touristique commune de Lège-Cap-Ferret, dans le sud-ouest de la France, était hier en plein désarroi après l'arrivée le long de ses plages de milliers de boulettes d'hydrocarbure, issues, selon toute vraisemblance, du pétrolier *Prestige*.

Ce pétrolier libérien qui a sombré le 19 novembre au nord-ouest de l'Espagne est à l'origine d'une gigantesque marée noire sur les côtes atlantiques espagnoles, qui a commencé à toucher le littoral français. Il transportait à l'origine 77 000 tonnes de fioul lourd et en a perdu plus de 20 000 en mer au moment de son naufrage.

«Je suis consterné. Je ne sais pas comment on peut faire», lance désarmé Michel Sammarcelli, maire de la commune située entre le bassin d'Arcachon et le littoral atlantique, après avoir inspecté le littoral à bord d'un véhicule tout terrain.

Sur ces longues plages au bord de l'Atlantique, des milliers de boulettes gluantes de quelques centimètres de large se sont incrustées et dispersées dans le sable fin sur 25 kilomètres de long.

Mercredi après-midi, seuls quelques kilomètres de plages étaient souillés par des galettes de 10 à 30 cm de diamètre qui se sont transformées hier en minuscules boulettes très difficiles à ramasser. «Elle se sont cassées avec la houle et éparpillées en petit morceaux», note le responsable du service plage de la municipalité, Jean-Paul Troque.

«En plus, elles s'enterrent dans le sable avec les rafales de vent», déplore le maire.

Dans le bassin d'Arcachon, quelques rares boulettes ont été découvertes hier, ce qui a suscité l'inquiétude des ostréiculteurs, même si l'origine de la pollution n'est pas encore établie. À Arès, tout au

fond du bassin, les ostréiculteurs souhaitent d'ores et déjà «voir des barrages flottants installés autour de leurs parcs, par mesure de précaution», selon Patrick Lafon, membre de la section régionale conchylicole.

Face à l'assaut des boulettes, les autorités municipales se sentent impuissantes. Aux premières heures du jour, trois employés municipaux, en combinaisons blanches, ont commencé à ramasser à la main, une par une, les boulettes gluantes.

Au bout de deux heures, le ramassage manuel a été abandonné. «Pour l'instant, il faut arrêter, prendre du recul et voir les moyens à mettre en œuvre», explique M. Sammarcelli.

La mairie essaiera aujourd'hui une machine criblée, d'habitude utilisée pour ramasser les déchets qui s'échouent quotidiennement sur les plages. «Cependant, la nature de ces boulettes gluantes» risque de rendre la machine inefficace.

Après avoir constaté sur le terrain l'ampleur des dégâts, l'autre grande priorité des autorités a été d'interdire l'accès aux plages, où les curieux ont commencé à affluer.

«Nous voulons empêcher qu'ils touchent et enfonce les galettes», explique le maire, qui a pris un arrêté municipal d'interdiction à la plage.

Un jeune surfeur s'est même risqué dans l'océan mais en est vite ressorti, dégoûté d'avoir été touché par des boulettes sur le corps et le visage. Les autorités françaises ont déjà averti des risques toxiques du fioul lourd du *Prestige*.

Aussi, toutes les précautions sont prises pour recruter les bénévoles qui seront encadrés par les services municipaux. «Beaucoup se sont présentés spontanément, mais nous ne sélectionnerons que ceux qui sont en bonne santé et sensibilisés à l'environnement», explique l'adjointe municipale aux affaires maritimes, Isabelle Lamou, qui a établi une liste d'une cinquantaine de personnes.

Un autre navire heurte le «Tricolor»

ASSOCIATED PRESS

Ostende, Belgique — Le *Vicky*, un pétrolier turc transportant 70 000 tonnes de kérosène hautement inflammable qui a percuté mercredi soir l'épave du *Tricolor*, perdait du carburant hier dans les eaux territoriales belges, ont déclaré les garde-côtes belges.

«Le bateau a subi des dégâts et nous avons remarqué du carburant diesel en train de flotter autour», a déclaré Willem Van Poucke, chef des garde-côtes, ajoutant que la fuite provient probablement du moteur du pétrolier turc.

Selon M. Van Poucke, il y a très peu de risques de naufrage pour le *Vicky*, pétrolier de 243 mètres de long, même si le bateau bascule légèrement vers l'avant depuis la collision. «Il est toujours à flot et stable», a-t-il précisé, notant que le bateau avait été protégé par sa coque renforcée.

Mais le *Vicky* ne pourra pas a priori entrer dans un port belge puisque le pétrolier s'enfoncé plus profondément dans l'eau depuis l'accident.

Les autorités locales ont mis en place un plan d'urgence spécial en cas de désastre, pour gérer une éventuelle fuite de la cargaison de kérosène du pétrolier, a déclaré le chef des garde-côtes.

La collision s'est produite mercredi soir vers 20h30 (19h30 GMT) dans la Manche, au large du port français de Dunkerque. Le *Vicky* était coincé sur le haut de l'épave du *Tricolor*, presque totalement immergée, avant de se dégager et de dériver vers les eaux territoriales belges, sur une distance de moins de deux kilomètres.

La collision de mercredi a eu lieu alors que la zone de l'épave du *Tricolor* était protégée depuis le 26 décembre par un dispositif de signalisation, comportant notamment cinq bouées lumineuses fixes. Les enquêteurs tentaient de découvrir hier comment le *Vicky* a pu malgré tout heurter l'épave.

«Environ 90 % des accidents de ce genre sont le résultat d'un facteur humain», a déclaré Andrew Lington, de l'Union maritime britannique.

Le *Tricolor* s'est échoué le 14 décembre dernier à 35 km au large de Dunkerque (nord) à la suite d'une collision avec le porte-conteneurs bahaméen *Kariba*. Le cargo norvégien a fait naufrage avec une cargaison de plus de 2800 voitures haut de gamme. Ses réservoirs contenaient par ailleurs quelque 2000 mètres cubes de fioul de carburant nécessaires à ses déplacements, dont une partie (640 m³) a déjà été pompée.

La barge *Asian Hercules II* affrétée par l'armateur du *Tricolor* n'a pas pu travailler hier au pompage des soutes à cause du mauvais temps, a précisé la préfecture maritime, qui faisait état de 66 000 tonnes (et non 70 000) dans les soutes du *Vicky*. Aucune pollution n'a été repérée par l'hélicoptère de la marine nationale qui a survolé l'épave du *Tricolor*.

La collision de mercredi est la deuxième depuis l'accident initial du *Tricolor*. Le *Nicola*, un navire battant pavillon des Antilles néerlandaises mais détenu par un armateur allemand, avait déjà percuté l'épave du cargo norvégien le 17 décembre.

Selon un communiqué des autorités maritimes de Cherbourg, le patrouilleur français *Flamant*, qui assure la surveillance de la zone, avait signalé au *Vicky* la présence de l'épave du *Tricolor*, mais pour «une raison encore inconnue», le pétrolier turc n'a pas pu éviter la collision.

Selon la porte-parole des garde-côtes anglais à Douvres, l'épave du *Tricolor* git dans un couloir maritime très utilisé de la Manche, où circulent chaque jour entre 400 à 500 bateaux.

• LES ACTUALITÉS •

L'An 1 de la fusion

Tu vois la différence?

À Québec, les choses vont plutôt bien même s'il faudra quelques années pour toucher les bénéfices du regroupement

Une hausse généralisée des taxes et des économies d'échelle moins importantes que prévu ont ranimé le sentiment antifusion à la Ville de Québec. Néanmoins, la fusion permet d'assurer un meilleur développement de la région. À l'occasion d'une série d'articles sur les fusions municipales, fusions dont c'est le premier anniversaire, *Le Devoir* trace un bilan de l'an 1 de cette nouvelle ville.

TOMMY CHOUINARD
LE DEVOIR

Que les 510 000 citoyens de la nouvelle ville de Québec se le tiennent pour dit: une hausse généralisée des taxes et des économies d'échelle moins importantes que prévu ne veulent pas nécessairement dire que la fusion qui a créé leur ville est vouée à l'échec.

Si, en effet, la fusion ne semble pas tenir certaines de ses promesses les plus spectaculaires, il n'en demeure pas moins qu'elle fait place à une meilleure cohésion dans les actions prises à l'échelle de la région, notamment en matière économique, et à un maintien de la qualité des services municipaux. C'est la conclusion à laquelle on devrait arriver au terme de cette première année de fusion de la ville de Québec, qui regroupe les 13 anciennes municipalités de la Communauté urbaine de Québec.

Le budget de l'année 2003, qui a été rendu public en décembre, a en effet permis de constater que le chemin sera long et ardu pour arriver aux bénéfices du regroupement. Si les partisans de la fusion, le maire Jean-Paul L'Allier en tête, avaient promis que les hausses de taxes ne dépasseraient pas 5 % par année, les citoyens des anciennes villes de Sainte-Foy et Sillery paieront 8 % de plus, ceux de Saint-Augustin, 7 % et ceux de Cap-Rouge, 6,5 %. Les résidents de la nouvelle ville voient leur compte de taxes augmenter de 2,5 % en moyenne. Et les économies d'échelle sont quasi inexistantes; ce sont plutôt les dépenses qui ont augmenté, de 3,4 %.

Il n'en fallait pas plus pour que ce budget ranime le sentiment antifusion, qui s'était peu manifesté depuis la création de la ville, et amène les opposants à qualifier d'échec le regroupement des 13 municipalités réalisé il y a un an. L'ex-candidate à la mairie de la nouvelle ville de Québec et aujourd'hui animatrice de radio, Andrée Boucher, ne s'est d'ailleurs pas privée, au lendemain du dévoilement du budget, pour condamner sur les ondes les impacts de la fusion. «Le maire n'a pas tenu ses engagements et, pour nous, c'est grave», estime également le chef de l'opposition à l'Hôtel de ville de Québec, Jacques Langlois.

Le maire L'Allier, lui, estime que les hausses étaient inévitables pour arriver éventuellement à l'équité fiscale (fixée pour le moment à 1,50 \$ du 100 \$ d'évaluation) et que les économies d'échelle viendront plus tard. Selon lui, il faut donner du temps à la fusion pour qu'elle arrive aux résultats souhaités. «Pour l'essentiel, je crois que la fusion tient ses promesses. Là où c'est plus difficile, c'est de le mesurer dans le temps. On est dans les deux premières années de la fusion. On est encore en train de supporter des dépenses qui ne sont pas récurrentes, comme les mises à la retraite. Mais ici, les revenus tirés de l'intégration des services de police et des pompiers vont obtenir une vitesse de croisière, sur six ou sept ans. De la même façon, les dépenses vont aller en s'atténuant sur une période de cinq ans», affirme-t-il.

M. L'Allier se tourne vers les services municipaux pour démontrer que, sur le terrain, les fusions ont un rendement positif. Selon un sondage commandé par la Ville de Québec, les citoyens se disent satisfaits du maintien de la qualité des services, comme la police, la lutte contre l'incendie, l'enlèvement des ordures et les bibliothèques, mais le sont moins pour ce qui est du transport en commun et de l'état des rues et des trottoirs.

«Effectivement, les citoyens ne voient pas de différences dans la qualité des services, et c'était souhaitable», affirme Réjean Lemoine, ex-conseiller municipal, historien et chroniqueur urbain à la radio de Radio-Canada à Québec. Selon lui, il y a toutefois lieu de craindre le renouvellement et l'harmonisation des conventions collectives des 4000 employés de la Ville, «qu'il sera difficile de faire à coût nul comme le prévoit la loi sur les fusions», estime-t-il.

Plus de cohésion

La fusion devait assurer un développement économique amélioré, en créant un pôle unique fort et en éliminant la concurrence qui existait entre les municipalités fusionnées. S'il est difficile d'évaluer pour le moment l'atteinte de cet objectif, la Ville de Québec s'est tout de même dotée d'outils pour obtenir un meilleur rendement à ce chapitre.

La nouvelle Corporation de développement économique métropolitain (CODEM), qui vient d'entrer en fonction le 1^{er} janvier avec un budget d'environ quatre millions de dollars et qui regroupe des organismes de promotion économique et des entreprises privées de Québec et de la Rive-Sud, vise à obtenir une vision commune pour favoriser le développement régional. La fusion a aussi permis l'unification des 25 parcs industriels de la région et le regroupement des quatre centres locaux de développement. Reste à connaître les impacts réels de ces décisions, mais une volonté réelle de cohérence dans les actions à l'échelle de la ville et de la région se fait sentir.

La même volonté se manifeste aussi dans les grandes politiques que souhaite adopter la Ville de

Québec. Une nouvelle politique culturelle est actuellement soumise pour consultation publique, alors qu'une autre sur le sport suivra bientôt. Une réforme des consultations publiques est également attendue, pour s'assurer que les citoyens puissent exprimer leur avis malgré la taille plus imposante de la ville. Par ailleurs, Québec désire aussi élaborer un plan pour favoriser l'immigration, puisque les prévisions soulignent une faible croissance démographique sur son territoire dans les 20 prochaines années.

La Ville de Québec ne manque d'ailleurs pas de pain sur la planche. Comme l'a démontré le Plan triennal d'immobilisations 2003-05, dévoilé en octobre, des investissements globaux totalisant pas moins de 615 millions seront nécessaires au cours des trois prochaines années pour remettre en état les infrastructures de la nouvelle ville. L'approvisionnement en eau potable représente d'ailleurs le défi le plus gros et le plus coûteux, notamment avec la construction des usines de traitement d'eau à Charlesbourg et à Beauport.

Devant autant de travaux qui attendent la Ville et un équilibre budgétaire précaire, le maire L'Allier réclame, tout comme son homologue de Montréal, un coup de pouce de Québec, entre autres au moyen du partage des revenus tirés de la TVQ. Selon lui, la faible croissance des revenus de la Ville dans un contexte de croissance économique démontre les limites du régime fiscal municipal basé sur la valeur

foncière. «Ce qu'on demande à Québec, ce n'est pas la charité», dit M. L'Allier. La TVQ, c'est une taxe que le gouvernement perçoit sur l'activité économique. Or, nous, on est des générateurs d'activités économiques, notamment avec nos festivals et le reste, et on ne retire pas un sou de ça actuellement.»

Finies, les guerres de clochers?

La fusion n'a pas définitivement mis un terme aux guerres de clochers, estime Réjean Lemoine. Selon lui, il reste encore des barrières à abattre entre les municipalités fusionnées. «La fusion ne se passe pas si mal que ça, c'est vrai. Mais c'est parce que tout se passe un peu comme avant, au fond, estime-t-il. Ce que j'ai senti au cours de cette année, c'est que les gens commencent seulement à travailler pour l'intérêt de la nouvelle ville, chacun ayant encore tendance à travailler pour sa paroisse.» M. Lemoine donne l'exemple du transport en commun: tous s'entendent pour améliorer un réseau pour le moment déficient, mais aucun changement tangible ne s'est encore manifesté, car personne ne s'entend sur la façon d'agir exactement.

La cause de cette situation réside, d'après lui, dans le fait que le parti du maire L'Allier, le Renouveau municipal, est minoritaire au conseil. L'opposition, elle, est formée de plusieurs opposants à la fusion et divisée entre les plus récalcitrants, qui proviennent généralement des banlieues plus cossues de l'Ouest, et ceux qui sont prêts à faire des compromis. Mais

Jacques Langlois estime pourtant que son parti, l'Action civique, «travaille aussi pour bâtir cette ville-là».

De ce paysage politique émergent des situations assez particulières: l'un des plus gros débats de l'automne a porté sur le choix du nouveau logo de la Ville. Et cette décision a été reportée à plus tard, faute d'avoir obtenu un consensus sur le modèle à adopter. Selon M. Lemoine, cet événement démontre bien que Québec vit, dans une certaine mesure, une crise identitaire. Selon lui, le sentiment d'appartenance envers la nouvelle ville n'est pas encore soudé.

Comme quoi les artisans de la ville nouvelle doivent encore apprendre à travailler ensemble. «Il faudra attendre trois ou quatre ans pour voir vraiment ce que la fusion a apporté, estime M. Lemoine. Pour le moment, la nouvelle ville commence seulement à s'organiser. On va continuer à suivre tout ça avec attention.» Du temps, voilà ce qu'il faudra vraisemblablement donner à la fusion pour faire ses preuves.

À lire demain

Notre série sur le bilan de l'An 1 des fusions municipales se poursuivra demain, samedi. Après Montréal, Longueuil et Québec, *Le Devoir* se penchera alors sur les nouvelles villes de Gatineau et Saguenay. Dans les deux cas, le grand enjeu de la fusion, c'est le développement économique.

Confier plus de responsabilités aux arrondissements

Pour que la fusion réponde aux attentes, les huit arrondissements de la nouvelle ville de Québec devraient bénéficier de plus de pouvoirs. C'est ce que croient deux analystes, selon qui il faut parvenir à un juste équilibre entre la centralisation inhérente aux fusions et une certaine décentralisation.

«C'est la seule chance que cette ville vive vraiment», estime Réjean Lemoine, ex-conseiller municipal, historien et chroniqueur urbain à la radio de Radio-Canada à Québec. Si tu optes pour des programmes mur à mur, le risque actuel que je vois au sein de l'administration, tu crées une uniformité qui engendre des frustrations. M. Lemoine prend l'exemple de la politique culturelle, qui est actuellement soumise à une consultation publique et qui risque, selon lui, de défi-

nir des orientations rigides qui ne tiennent pas compte des particularités de chaque arrondissement. «Tu ne donnes pas les mêmes services dans le quartier Montcalm ou Saint-Sacrement, où il y a le plus haut taux de personnes âgées au Canada, et à Saint-Augustin, où il y a des jeunes familles», indique-t-il.

D'après François Desrosiers, professeur de gestion urbaine et immobilière à la faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval, «il faut faire en sorte que les services aux citoyens soient produits et gérés le plus près possible de la base. Pour l'heure, je pense que les fusions ne donnent pas assez de latitude aux arrondissements». M. Desrosiers souhaite, par exemple, une révision du cadre législatif concernant le partage des pouvoirs entre la ville centrale et les huit arrondissements.

Il suggère même que le pouvoir de taxation de la ville soit partagé avec les arrondissements. «Idéalement, il faudrait qu'une certaine taxation puisse se faire au niveau des arrondissements, car les besoins ne sont pas les mêmes à tous les endroits. On pourrait avoir une taxe de base pour l'ensemble de la ville, puis des fluctuations d'un arrondissement à l'autre pour tenir compte des particularités de chacun et leur permettre de gérer certaines choses selon leurs priorités. Par exemple, un arrondissement pourrait décider de privilégier lui-même les bibliothèques, plutôt que les équipements sportifs, en raison des besoins qui s'y font sentir. Actuellement, tous les pouvoirs reposent entre les mains du pouvoir central, à Québec. C'est ça, le grand défaut des fusions.»

Selon MM. Lemoine et Desrosiers, le pouvoir central

de la ville doit avant tout assurer une bonne coordination de l'action dans la région, comme au chapitre du transport en commun ou du développement économique.

Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, a pris quelques décisions pour satisfaire les arrondissements. Il a haussé leur budget de 11 % dans son dernier budget. Toutefois, les demandes des arrondissements étaient de 97,1 millions de dollars et ont dû être ramenées à 26,6 millions. Il a aussi décidé que les équipements de loisirs et de sports ainsi que les parcs seront gérés par les arrondissements, et non par la ville centrale. «Plus on va donner des pouvoirs aux arrondissements, mieux va se porter la fusion», conclut Réjean Lemoine.

Tommy Chouinard



ARCHIVES PRESSE CANADIENNE

LE DEVOIR

LE MONDE

ISRAËL

Katsav promet une «nouvelle stratégie» contre le terrorisme

Un Israélien et un Palestinien tués

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Le corps calciné d'un Israélien a été retrouvé hier en Cisjordanie et un Palestinien armé tué par la police en Israël, tandis que le président israélien Moshé Katsav se prononçait pour une nouvelle stratégie contre le «terrorisme» palestinien.

La police a retrouvé dans le nord de la Cisjordanie le corps d'un Israélien de 70 ans porté disparu depuis mercredi soir dans la vallée du Jourdain et dont les Brigades des martyrs d'al-Aqsa, groupe armé lié au Fatah du dirigeant palestinien Yasser Arafat, ont revendiqué le meurtre.

Un Palestinien armé qui avait tenté de prendre en otage un couple d'Israéliens et s'était retranché dans leur maison de Maor (nord d'Israël) a été tué par la police.

Ces décès portent à 2813 le nombre de tués depuis le début de l'intifada, fin septembre 2000, dont 2078 du côté palestinien et 686 du côté israélien.

Régler la question

À quatre semaines des législatives du 28 janvier, M. Katsav a affirmé qu'Israël devrait recourir à une «nouvelle stratégie» pour régler la question du «terrorisme» palestinien, la droite et la gauche n'ayant pas, selon lui, de solution à ce problème. Il n'a pas explicité davantage sa pensée.

Le chef du parti travailliste israélien, Amram Mitzna, a pour sa part réaffirmé que, s'il gagnait les élections, il reprendrait «sans conditions» les négociations de paix avec les Palestiniens, suspendues depuis janvier 2001, sans ex-

clure la possibilité d'une entrevue avec M. Arafat.

Selon les sondages, les travaillistes restent très en retrait du Likoud (droite) du premier ministre sortant Ariel Sharon, qui garde toutes ses chances de former le prochain gouvernement en dépit d'une perte de popularité à la suite d'un scandale de corruption.

Nouvelle feuille de route

Parallèlement, la télévision publique israélienne a indiqué que la nouvelle version de la «feuille de route» du quartette (États-Unis, Union européenne, ONU, Russie), qui définit le processus menant à un Etat palestinien en 2005, n'avait pas tenu compte des réserves israéliennes à une précédente version du texte.

Sur le terrain, trois Palestiniens et deux soldats israéliens ont été blessés lors d'incursions dans la bande de Gaza, où six Palestiniens d'une même famille ont par ailleurs été arrêtés. L'armée a aussi détruit dans ce territoire dix maisons.

En Cisjordanie, l'armée a annoncé l'arrestation de 13 Palestiniens recherchés, dont six dans le secteur de Bethléem. Quatre membres des Brigades des martyrs d'al-Aqsa ont en outre été arrêtés à Tulkarem et quatre activistes du Jihad islamique à Anabta, en Cisjordanie, selon des responsables palestiniens.

La direction palestinienne, dans un communiqué publié par l'agence officielle Wafa à Gaza, a de nouveau appelé le quartette à agir vite en envoyant des observateurs internationaux pour «faire cesser les massacres quotidiennement commis par Israël contre le peuple palestinien».

Lettre confidentielle à la reine d'Angleterre

Eisenhower et de Gaulle comparés par Macmillan

Londres (AFP) — L'ancien premier ministre britannique Harold Macmillan (1957-63) a décrit, dans une lettre adressée à la reine Elizabeth II, le contraste entre le français «plein de dignité» du président français Charles de Gaulle et les «américanisations parfois inintelligibles» de Dwight Eisenhower.

«Il y a quelque chose de très curieux dans le contraste entre le français plein de dignité, presque purement XVII^e ou XVIII^e siècle que de Gaulle parle et les américanisations étranges, parfois inintelligibles, du président» Eisenhower, relève Macmillan. «C'était beaucoup l'ancien monde contre le nouveau», observe Macmillan (1894-1986), qui relève que les propos parfois obscurs d'Eisenhower ont plongé l'interprète français dans la perplexité.

Dans cette lettre confidentielle datée du 23 décembre 1959 et rendue publique hier par les archives officielles, le premier ministre conservateur fait un compte rendu de discussions destinées à forger une alliance plus étroite entre les États-Unis, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne.

Macmillan décrit le chef de l'État français comme «fier, mais pas vaniteux», doté d'une «simplicité attirante», relevant que «de Gaulle est bien plus décontracté lorsqu'il est traité avec gentillesse et politesse que lorsqu'il est critiqué et agressé».

Du dirigeant américain, il relève que le fait qu'il «ait oublié la majeure partie de ce que lui ont dit

ses conseillers amène de nombreuses personnes à sous-estimer ce qui est sa force fondamentale, sa réelle noblesse de caractère».

«Après le déjeuner, qui était très bon, le D^r [Konrad] Adenauer [chancelier allemand de l'époque] a fait un exposé de près d'une heure sur les dangers du communisme et sur la meilleure manière de l'affronter, dans les écoles, les usines, à la maison.»

«J'ai le regret d'informer Votre Majesté que je me suis endormi pendant la dernière partie de ce discours», confesse Macmillan.

Relations étonnantes

Harold Macmillan se dit également frappé par les relations entre les dirigeants français et allemand de l'époque. Sur le sujet de Berlin, Eisenhower s'était montré «très ferme et même irrité» à l'égard du chancelier allemand Konrad Adenauer. «De Gaulle a apporté suffisamment de soutien à Adenauer pour qu'il ne se sente pas abandonné par lui, mais pas suffisamment pour défendre solidement son point de vue», explique Macmillan à la souveraine, qui règne alors depuis sept ans sur le Royaume-Uni.

«J'ai trouvé que la relation entre les Français et les Allemands était très intéressante, et différente de ce que j'attendais, confie-t-il. De Gaulle traitait Adenauer presque comme un satellite et les Allemands étaient dociles, presque dégoûtés», explique-t-il.

ÉTATS-UNIS

Le sénateur démocrate John Edwards sera de la course à la présidence

JEAN-LOUIS SANTINI
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le sénateur américain John Edwards, doté d'un physique à la Kennedy et considéré comme une étoile montante chez les démocrates, s'est officiellement mis sur les rangs hier pour briguer l'investiture de son parti à l'élection présidentielle de 2004.

«Je veux être le champion à la Maison-Blanche des gens ordinaires, pour qui je me suis battu durant toute ma vie», a lancé le prétendant à la présidence en annonçant sa candidature devant sa maison très simple de la Caroline du Nord.

Issu d'un milieu modeste, John Edwards a été le premier de sa famille à aller à l'université. Cet ancien avocat multimillionnaire de 49 ans, bel homme à l'allure et au visage jeune, est aussi relativement néophyte en politique. Il a été élu pour la première fois au Sénat en 1998, où son travail législatif est jugé modeste.

Du Sud

«Son plus grand avantage, c'est qu'il est du Sud», a commenté Larry Sabato, le directeur de l'Institut d'études politiques de l'université de Virginie.

Aucun candidat démocrate à la présidence au XX^e siècle — à l'exception de Franklin Delano Roosevelt dans les années 40 — n'a réussi à se faire élire si lui-même ou au moins son colistier ne venait pas du Sud, où les votes noir et hispanique sont cruciaux, a-t-il expliqué.

L'ancien candidat présidentiel démocrate Al Gore avait d'ailleurs sérieusement envisagé d'en faire son coéquipier dans la course à la Maison-Blanche en 2000, avant de choisir le sénateur Joseph Lieberman du Connecticut, plus expérimenté.

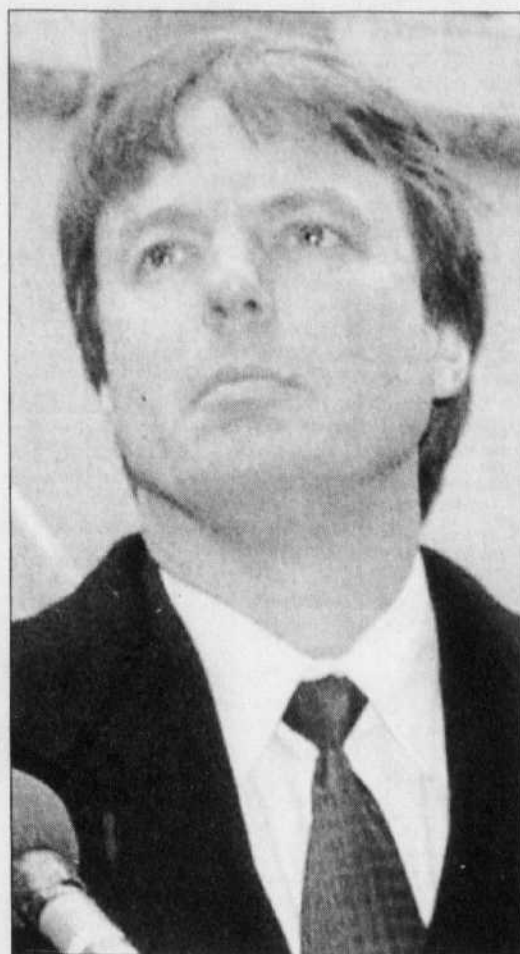
John Edwards est également très «médiagénique» avec son physique de star de cinéma, a aussi relevé Larry Sabato. Selon le classement établi par le magazine grand public *People*, il est considéré comme l'un des 50 hommes les plus sexy aux États-Unis.

Mais «son énorme désavantage est son manque d'expérience [...] surtout sur les questions internationales et de sécurité nationale», a encore expliqué cet analyste.

Depuis l'attaque terroriste du 11 septembre 2001, les Américains sont très sensibles à ces sujets, a-t-il ajouté. «Il essaie de faire quelque chose à partir de pas grand-chose», a estimé Stephen Hess, un politologue de la Brookings Institution, en qualifiant le sénateur de second plan.

John Edwards, un démocrate modéré à la Bill Clinton, joue également sur l'électorat populaire traditionnel démocrate en faisant valoir ses origines modestes.

Il prône ainsi une réduction d'impôt pour les Américains à revenus moyens et faibles ainsi que l'accès à l'université pour tous, tout en défendant une réduction des dépenses fédérales pour rééquilibrer les comptes publics.



Le sénateur John Edwards.

REUTERS

Ces deux analystes s'accordent à le considérer comme un candidat de second rang, mais qu'il ne faut pas non plus totalement éliminer.

Troisième candidat

John Edwards est le troisième démocrate à entrer officiellement en lice pour l'investiture présidentielle, après le sénateur John Kerry du Massachusetts et le gouverneur sortant du Vermont Howard Dean, ces deux derniers se situant à la gauche du parti.

Cette liste va sans doute s'allonger dans les prochains mois alors que plusieurs autres ténors parlementaires démocrates envisagent sérieusement de se porter candidat.

Il s'agit notamment de Joseph Lieberman, du représentant Dick Gephardt (Missouri), du sénateur Rod Graham (Floride) et de Tom Daschle (Dakota du Sud), le leader de la minorité démocrate du Sénat.

CÔTE D'IVOIRE

Le bombardement d'un village par l'armée ravive la tension

AGENCE FRANCE-PRESSE

Abidjan — Le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) a menacé hier d'une «offensive générale» après le bombardement meurtrier par l'armée ivoirienne du village de Menakro, situé au-delà de la ligne de cessez-le-feu, et, dans ce contexte, le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, doit partir aujourd'hui pour une visite de deux jours en Côte d'Ivoire.

M. de Villepin rencontrera dans l'ancienne colonie française le président ivoirien Laurent Gbagbo, des «représentants des forces politiques ivoiriennes» et «aura un contact avec des représentants des rebelles», a indiqué hier soir dans un communiqué le porte-parole du Quai d'Orsay, François Rivasseau.

«C'est une situation de crise ouverte avec un double risque: l'aggravation de la situation intérieure et l'instabilité de l'ensemble de la région», a déclaré le ministre au

quotidien français *Le Parisien* à paraître aujourd'hui. «Nous assistons au nord à des violations de cessez-le-feu, à l'ouest à des accrochages. Dans le même temps, les menaces sur les droits de l'homme se multiplient», a-t-il analysé.

«Les troupes du MPCI ont reçu carte blanche pour passer à l'offensive», avait averti plus tôt dans la journée le secrétaire général du MPCI, Guillaume Soro, dans un communiqué, ajoutant ne pas «tolérer ces violations du cessez-le-feu».

Cet incident, sans doute le plus grave depuis la conclusion par le MPCI d'un cessez-le-feu le 17 octobre, pose la question du rôle des forces françaises déployées le long de la LNF, qui traverse depuis le pays d'est en ouest en son milieu, avec pour mission d'empêcher les belligérants de la franchir.

Le bombardement a fait 14 morts selon le MPCI, 12 — tous civils — selon l'armée française, venue constater l'incident.

La France a condamné hier ma-

tin «avec fermeté» l'attaque du village. «La France considère comme inadmissible cette violation de l'accord de cessez-le-feu du 17 octobre 2002 et entend demander des explications aux autorités ivoiriennes», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, François Rivasseau.

C'est la première fois, depuis que ses troupes sont en charge de surveiller l'accord de cessation des hostilités, que les autorités françaises dénoncent avec autant de clarté et de vigueur une violation du cessez-le-feu par les forces gouvernementales.

Cette attaque est «inadmissible et intolérable» et «aura inévitablement des suites», indiquait-on mercredi de source militaire française.

De son côté, le porte-parole de l'état-major ivoirien a affirmé que le bombardement de Menakro était une réplique à une attaque du MPCI sur des positions loyalistes et que les victimes étaient «des rebelles et non des civils».

EN BREF

Un rave pour s'opposer à Sharon

(AFP) — Un rave party «contre l'occupation» par Israël des territoires palestiniens sera organisée demain près du ranch du premier ministre Ariel Sharon dans le désert du Néguev (sud), ont annoncé hier les organisateurs. «Un rave contre l'occupation se tiendra vendredi [aujourd'hui] au ranch de Sharon dans le Néguev», où le premier ministre réside fréquemment lors du shabbat, le repos hebdomadaire juif, précisent-ils dans un communiqué. «De jeunes [israéliens] dansent tous les week-ends, s'accrochant à la conviction qu'ils ont le droit de vivre leur vie comme tous les autres jeunes dans le monde», indiquent les organisateurs de cette fête techno sur leur site Internet (www.therave.co.il). Cela se passe, selon les responsables du site, «dans un pays qui gère un mélange impossible entre une démocratie à l'occidentale, l'oppression de minorités et une occupation brutale de la nation voisine». Le premier «rave contre l'occupation» organisé par ce groupe a rassemblé 3000 jeunes à Tel-Aviv le 23 mai 2002.

Corée du Nord: rencontre au sommet à Washington

(AFP) — De hauts responsables des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud se rencontreront la semaine prochaine à Washington pour étudier les moyens de régler la crise provoquée par la reprise du programme nucléaire de la Corée du Nord, a annoncé hier le département d'État. Le secrétaire d'État adjoint en charge de l'Extrême-Orient et du Pacifique, James Kelly, recevra ses homologues japonais et sud-coréen du Groupe trilatéral de coordination, dans lequel ils traitent des affaires de la Corée du Nord. M. Kelly doit ensuite partir pour une visite en Asie, déjà programmée, qui lui permettra de rencontrer des conseillers du président élu sud-coréen Roh Moo-Hyun, a indiqué le porte-parole du département d'État, Richard Boucher.

Terrorisme: des traces d'explosifs dans la voiture du bagagiste

(AFP) — Abderazak Besseghir, le bagagiste de l'aéroport parisien de Roissy interpellé samedi en possession d'armes et d'un engin explosif dans le coffre de sa voiture, apparaît dans une situation délicate après la découverte de traces d'explosifs sur la banquette arrière de son véhicule. Si ces nouveaux éléments ne permettent pas de tirer de conclusions définitives sur la participation de ce Français de 27 ans à l'éventuelle préparation d'un acte terroriste, ils fragilisent sa version des faits sur une éventuelle «machination» dont il ferait l'objet. En revanche, a-t-on appris hier soir de source judiciaire, selon les premières analyses, les empreintes digitales relevées sur les armes et les explosifs saisis dans la voiture ne sont pas celles de Besseghir. Des «analyses complémentaires» ainsi que des analyses d'ADN sont actuellement en cours, a-t-on précisé de même source. Interrogé par l'AFP, son avocat, M. Philippe Dehapiot, a estimé que «si à l'issue de l'ensemble des analyses, on ne retrouvait aucune empreinte qui corresponde à celles d'Abderazak Besseghir, on aurait la confirmation qu'il n'a eu aucun contact physique avec ces armes et ces explosifs, ce qu'il a toujours affirmé».



CONSULTATION GÉNÉRALE

PROJET DE LOI N° 151,
LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ
ET LES SERVICES SOCIAUX

La Commission des affaires sociales est chargée de tenir des auditions publiques à compter du 11 mars 2003 dans le cadre d'une consultation générale sur le projet de loi n° 151, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Toute personne ou organisme qui désire exprimer son opinion sur ce sujet doit soumettre un mémoire au Secrétariat des commissions au plus tard le 27 février 2003.

La Commission choisira, parmi les personnes et les organismes qui auront fait parvenir un mémoire, ceux qu'elle entendra. Les mémoires doivent être transmis en 25 exemplaires de format lettre. Ils doivent être accompagnés d'autant d'exemplaires d'un résumé de leur contenu. Les personnes ou les organismes qui désirent que leur mémoire soit transmis à la Tribune de la presse doivent en faire parvenir 20 exemplaires supplémentaires.

Les mémoires, la correspondance et les demandes de renseignements doivent être adressés à : M^{re} Denise Lamontagne, avocate, secrétaire de la Commission des affaires sociales, Édifice Pamphile-Le May, 1035, rue des Parlementaires, 3^e étage, Québec (Québec), G1A 1A3.

Téléphone : (418) 643-2722 Télécopieur : (418) 643-0248
Courriel : dlamontagne@assnat.qc.ca

CONSULTATION GÉNÉRALE

PROJET DE LOI N° 155,
LOI ASSURANT L'EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES
HANDICAPÉES ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

La Commission des affaires sociales est chargée de tenir des auditions publiques à compter du 18 février 2003 dans le cadre d'une consultation générale sur le projet de loi n° 155, Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives.

Toute personne ou organisme qui désire exprimer son opinion sur ce sujet doit soumettre un mémoire au Secrétariat des commissions au plus tard le 5 février 2003.

La Commission choisira, parmi les personnes et les organismes qui auront fait parvenir un mémoire, ceux qu'elle entendra. Les mémoires doivent être transmis en 25 exemplaires de format lettre. Ils doivent être accompagnés d'autant d'exemplaires d'un résumé de leur contenu. Les personnes ou les organismes qui désirent que leur mémoire soit transmis à la Tribune de la presse doivent en faire parvenir 20 exemplaires supplémentaires.

Les mémoires, la correspondance et les demandes de renseignements doivent être adressés à : M^{re} Denise Lamontagne, avocate, secrétaire de la Commission des affaires sociales, Édifice Pamphile-Le May, 1035, rue des Parlementaires, 3^e étage, Québec (Québec), G1A 1A3.

Téléphone : (418) 643-2722 Télécopieur : (418) 643-0248
Courriel : dlamontagne@assnat.qc.ca

LE DEVOIR

ÉCONOMIE

Marchés boursiers



Wall Street a bondi de 3,19 % à 8607,52 points, hier, pendant qu'à Toronto, l'indice vedette S&P/TSX a pris 125,51 points pour clôturer à 6740,05.

Une première séance sous le signe de l'optimisme

REUTERS
AGENCE FRANCE-PRESSE

Toronto — Les Bourses nord-américaines se sont envolées hier pour la première session de l'année, reflétant l'optimisme des investisseurs pour 2003 après trois années de déclin, même si les incertitudes géopolitiques continuent de planer sur les marchés.

Alors qu'ils avaient reculé en début de semaine, les marchés boursiers ont fait preuve d'un enthousiasme débordant, encouragés par des signes de reprise du secteur manufacturier, et faisant fi d'une hausse des demandes hebdomadaires d'allocation chômage.

Wall Street a bondi de 3,19 % à 8607,52 points, la Bourse électronique Nasdaq de 3,69 % à 1384,85 points. L'indice Standard and Poor's 500, plus représentatif de la tendance générale, a gagné 3,32 % à 909,03 points.

La Bourse de Toronto a quant à elle terminé à un sommet de près de six mois hier, profitant d'un bond des valeurs technologiques mais le faible volume et les inquiétudes sur la scène internationale n'ont pas effacé l'arrière-goût laissé

par le dernier mois de 2002. L'indice vedette S&P/TSX a pris 125,51 points, ou 1,9 %, à 6740,05.

«Il n'y a pas eu de changement primordial dans les facteurs clés qui ont pesé sur les titres au cours du dernier mois et, à moins que nous voyions la résolution de ces problèmes, il est difficile d'imaginer que le marché pourrait poursuivre sur cette lancée», a indiqué Elvis Picardo, stratège en chef des marchés pour Global Securities Corp.

Le secteur des technologies de l'information a enregistré un gain de 6,6 %, tandis que celui de la finance progressait de 1,6 %. Tous les sous-groupes du TSX ont clôturé en hausse.

L'embellie de l'industrie fait exulter Wall Street

Aux États-Unis, les marchés ont été dopés hier par la publication de l'indice d'activité du secteur industriel, calculé par le groupement national des directeurs d'achat des entreprises du secteur (ISM).

Il est remonté à 54,7 en décembre contre 49,2 en novembre, un chiffre bien meilleur que ne l'espéraient les analystes.

«Le bond de l'indice ISM est le

facteur le plus encourageant depuis six mois en faveur d'une amélioration du secteur manufacturier», selon Henri Willmore, économiste chez Barclays Capital.

Un optimisme qui reflète les prévisions des analystes pour 2003. *«Nous pensons que le marché va rebondir en 2003 après ses trois années de baisse»,* estime Brian Belski, stratège boursier de la banque US Bancorp Piper Jaffray.

Il estime que l'année qui débute sera le témoin d'une économie anémique mais aussi d'une croissance stable, tout en notant que les marchés devraient renouer avec une grande volatilité en raison du manque de visibilité à long terme.

Pour Hugh Johnson, directeur des investissements de la banque First Albany, *«la logique des probabilités penche en faveur d'une hausse des marchés en 2003, la principale raison étant que les deux tiers du temps, les marchés montent et qu'ils viennent de baisser trois ans de suite»,* pour la première fois depuis 60 ans.

Nombre d'analystes s'appuyaient en effet sur l'histoire pour justifier leur pari en faveur d'une hausse des marchés cette année, un déclin de la Bourse pendant

quatre années consécutives n'étant survenu qu'une fois au cours du XX^e siècle, pendant la Grande Dépression, il y a 70 ans.

Cependant, l'ivresse de début d'année à la Bourse américaine pourrait rapidement se dissiper.

Hugh Johnson soulignait notamment la tendance à la filiosité persistante des marchés. *«Les prix des actions sont en baisse, tout comme les taux d'intérêts, et les investisseurs se sont repliés sur les valeurs refuges [les biens de consommation, la santé et les fournisseurs d'eau et d'énergie]»,* a-t-il noté.

«Je pense que le moment n'est pas venu de baisser les armes», a poursuivi M. Johnson, pariant pour un début d'année très défensif mais tablant sur un décollage de la Bourse plus tard dans l'année.

Les 55 économistes sondés par le Wall Street Journal estiment quant à eux que l'économie américaine devrait prendre de l'ampleur en 2003, mais soulignent que de nouvelles attaques terroristes ou une guerre prolongée en Irak pourraient enrayer son redémarrage. Les tensions avec la Corée du Nord planaient aussi comme une ombre sur les perspectives pour 2003.

Cognicase accepte une offre d'achat révisée de CGI

CGI paiera 4,50 \$, plutôt que 4,25 \$, pour chaque action ordinaire en circulation

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Volte-face chez Cognicase: les administrateurs ont décidé mercredi de recommander à leurs actionnaires l'offre révisée d'achat de la compagnie CGI, une entreprise de services en technologie de l'information. Cette décision arrive à point nommé puisque l'offre publique d'achat se terminait le 13 janvier à minuit.

CGI offre désormais 4,50 \$ pour chaque action ordinaire en circulation de Cognicase, soit 25 c de plus que dans son offre originale. La transaction est évaluée à 328,9 millions de dollars alors que la première offre était évaluée à 313 millions. *«Le Conseil en est venu à la conclusion que c'était une offre acceptable et juste pour les actionnaires»,* a expliqué la vice-présidente et responsable du marketing et des communications de Cognicase, Michelle Courchesne.

«On a décidé de bonifier notre offre parce que l'un des principaux commentaires que nous avons entendus est qu'elle n'était pas assez élevée», explique pour sa part le directeur des relations avec les investisseurs de CGI, Ronald White. *«[...] Nous sommes dans un marché en consolidation et cette acquisition s'inscrit dans notre stratégie.»*

Ce nouveau prix constitue une prime de 48 % par rapport au cours moyen de l'action de Cognicase au cours des 20 jours ouvrables précédant l'offre déposée le 6 décembre et de 59 % par rapport au cours moyen des 90 derniers jours précédant cette même offre, souligne-t-on.

Les actionnaires de Cognicase ont le choix d'encaisser leurs actions en espèces ou de les échanger contre des actions de classe A de CGI (sur la base qu'une action de Cognicase équivaut à 0,6311 action de CGI, soit une valeur de 7,13 \$ pièce). Il est à noter que la transaction est conditionnelle au dépôt d'au moins les deux tiers des actions visées. On sait cependant que la Banque nationale — qui est l'actionnaire majoritaire de Cognicase avec 15 % des parts et qui est également son principal client — a accepté de vendre ses parts d'actif.

Dans la convention de soutien, Cognicase s'engage également à *«cesser toute discussion en cours et de s'abstenir, sauf en certaines circonstances limitées, de solliciter et d'entamer d'autres discussions concernant une proposition concurrente»*.

rente». De plus, la direction s'engage à verser 9 c par action de Cognicase visée par la transaction si elle revenait sur sa parole.

Un accueil froid

Annulée il y a un mois, l'OPA non sollicitée de CGI avait reçu un accueil plutôt froid de la part de la direction de Cognicase. On avait mis sur pied un comité spécial pour décortiquer l'offre et trouver un autre acheteur au besoin. Le 11 décembre, Cognicase a fait appel à la firme de consultants BMO Nesbitt Burns pour évaluer la tentative de prise de contrôle de leur compagnie par CGI.

Une semaine plus tard, les membres du conseil d'administration rejetaient à l'unanimité l'OPA arguant qu'elle ne reflétait pas la valeur réelle de la compagnie. Du même souffle, le conseil d'administration de Cognicase adoptait un régime de droits des actionnaires pour reporter de deux semaines le délai fixé pour répondre à l'offre d'achat. Tout juste avant Noël, CGI a répliqué en demandant aux autorités réglementaires canadiennes d'annuler cette dragée toxique.

CGI souhaite maintenant clore la transaction avant le 13 janvier. Les actionnaires de Cognicase recevront l'information relative à la nouvelle offre d'ici quelques jours. Au cours de la journée d'hier, le titre de CGI a gagné un cent pour clôturer à 6,81 \$ l'action et celui de Cognicase a fait un bond de 30 c pour terminer sa course à 4,40 \$.

Selon l'analyste Richard Tse, de la firme Meryll Lynch, il faut s'attendre à voir des membres de la haute direction de Cognicase quitter leur poste après la clôture de la transaction. Ainsi, le président du conseil et chef de la direction, Ronald Brisebois, devrait encaisser les 3,4 % de parts qu'il possède dans la compagnie qu'il a créée en 1991 (une valeur de neuf millions) et s'effacer. Si tel était le cas, il aura également droit à une cagnotte de départ de 2,5 millions, soit l'équivalent de trois ans de salaire.

Fondée en 1976, CGI compte 14 600 employés et son principal actionnaire est BCE. Au 30 septembre dernier, la compagnie a enregistré des revenus annuels de 2,3 milliards de dollars et son carnet de commande s'élevait à 10,4 milliards. Cognicase compte quelque 4000 employés et affiche un revenu annuel de 500 millions.

Avec la Presse canadienne

Pour une meilleure création d'emplois

Bush présentera la semaine prochaine son plan de relance économique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Crawford — Le président américain, George W. Bush, a annoncé hier qu'il présenterait la semaine prochaine son plan de relance économique.

«Je me fais du souci pour la création d'emplois et je me fais du souci pour ceux qui n'ont pas d'emploi [...] et la semaine prochaine, lorsque je parlerai de mon plan de relance économique, je parlerai [...] de la meilleure façon de créer des emplois ainsi que de la façon de s'occuper de ceux qui n'ont pas d'emploi», a souligné le président Bush en recevant quelques journalistes dans son ranch de Crawford, au Texas, où il passe les fêtes de fin d'année.

Le président a tenu à insister sur le fait que son plan de relance était un *«plan pour l'ensemble de l'économie»*, rejetant les critiques de ceux qui *«veulent tourner le sujet en conflit de classes»*.

Baisses d'impôts

L'opposition démocrate a affirmé à plusieurs reprises que le

plan de relance préparé par l'équipe du président Bush, qui devrait être basé sur un nouveau paquet de réductions d'impôts, allait surtout profiter aux riches.

Interrogé sur la présence de nouvelles réductions d'impôts dans le plan de relance, le président a répondu: *«Je m'intéresse à toutes les options»*, tout en invitant les journalistes à écouter son discours sur l'économie la semaine prochaine.

Après la victoire des républicains aux élections du 5 novembre dernier à mi-mandat pour le président, George W. Bush avait promis un nouveau plan de relance pour l'économie américaine incluant des mesures en faveur de l'emploi et de nouvelles baisses d'impôts.

Invité, par ailleurs, par les journalistes, à prodiguer quelques conseils aux investisseurs en ce début d'année, M. Bush a affirmé que l'économie américaine est *«forte et résistante»* mais qu'il faut mettre en place les politiques nécessaires pour la maintenir dans cette voie.

Selon la Chambre de commerce du Canada

L'économie canadienne restera performante en 2003

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Dans son aperçu pour l'année 2003, la Chambre de commerce du Canada s'attend à une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3,2 % en moyenne au pays.

Ce syndicat professionnel de marchands et d'entrepreneurs prévoyait, hier, que l'économie canadienne *«continue d'afficher la meilleure croissance parmi les pays du G7»*. En plus de la confiance *«solide»* des sociétés et du public, *«d'autres indicateurs laissent entrevoir une croissance vigoureuse»,* ajoute l'organisme.

La prédiction pour 2003 est proche du taux *«estimatif»* de 3,3 % de l'année 2002, note la Chambre; Statistique Canada publiera ce mois-ci sa compilation de l'année écoulée. La progression du PIB de ces deux

années montre aussi *«une grande amélioration»* comparativement au taux de 1,5 % observé en 2001.

Des entraves

Quelques facteurs cependant *«pourraient entraver nos prévisions»,* écrit l'organisme, comme une reprise qui tarderait aux États-Unis, la guerre à grande échelle en Irak et *«l'incertitude»* attribuée à la mise en œuvre du protocole de Kyoto.

En décembre, quand les Communes ont ratifié cet accord sur les gaz à effet de serre, Nancy Hughes Anthony, présidente de la Chambre, soutenait qu'avec l'adoption de Kyoto, le gouvernement Chrétien engageait la population sans qu'elle ait un plan détaillé ou une idée claire de ce qu'il en coûtera.

Par ailleurs, la Chambre de com-

merce du Canada prédit un tassement des dépenses pour les biens durables, mais ceci serait *«presque entièrement»* compensé par les investissements faits ailleurs, notamment dans les services.

De plus, le service d'analyses de la Chambre compte sur l'amélioration des bénéfices de compagnies ainsi que sur une hausse du taux d'utilisation des capacités, d'où une progression de l'investissement dans la machinerie et l'équipement et ainsi des gains de productivité.

L'organisme pense en outre que la Banque du Canada maintiendra ses taux d'intérêt *«au même niveau jusqu'au printemps»*, de sorte que *«l'écart projeté»* entre les taux au Canada et aux États-Unis *«soutiendra le dollar canadien dont le cours devrait atteindre 67 \$US d'ici la fin de 2003»*.

Canada-Vie conclut l'acquisition en Allemagne de la Prudentielle

PRESSE CANADIENNE

L'assureur Canada-Vie a indiqué, hier, avoir complété l'acquisition des activités en Allemagne de la division irlandaise de la Prudentielle d'Angleterre.

Cette transaction, annoncée le 14 novembre, placera la filiale européenne de Canada-Vie parmi les cinq premiers acteurs sur le marché allemand lié au courtage ainsi qu'en tête de liste pour l'assurance-maladie dans ce pays, mentionne un communiqué de l'assureur basé à Toronto.

L'acquéreur attend maintenant un feu vert des au-

torités de contrôle en Irlande, ce qui devrait survenir d'ici le mois de juin.

Canada-Vie est par ailleurs visée, depuis le 9 décembre, par une OPA hostile de sa concurrente Financière Manuvie, qui offre 6,4 milliards de dollars; une telle acquisition créerait la plus grosse compagnie d'assurances au Canada et la quatrième en Amérique du Nord.

La direction de Canada-Vie prévient pour sa part les actionnaires qu'ils *«n'ont aucune raison de répondre à l'offre [...] pour le moment»*. Une circulaire de Canada-Vie sera bientôt expédiée aux actionnaires afin de donner *«de plus amples renseignements»*.

EN BREF

JP Morgan sera remboursé

New York (Reuters) — JP Morgan Chase & Co a annoncé hier un accord avec ses compagnies d'assurances aux termes duquel il récupérera 60 %, soit 579 millions \$US, du montant de près de un milliard qu'il réclamait au

titre d'indemnisation de pertes sur ses engagements complexes auprès Enron. L'accord, qui met fin aux poursuites engagées dans cette affaire, a été signé avec 10 compagnies d'assurances, parmi lesquelles Chubb et CNA Financial. Un onzième établissement concerné, Liberty Mutual, a refusé de signer et fera l'objet d'un jugement ultérieur, a annoncé le

juge Jed Rakoff, du tribunal fédéral de Manhattan. Les assureurs avaient jusqu'ici refusé d'indemniser JP Morgan Chase en faisant valoir que ses engagements envers Enron étaient en fait des prêts déguisés et en l'accusant d'avoir sciemment participé aux montages financiers douteux du groupe de négoce d'énergie qui a fait faillite en décembre 2000.

EN BREF

L'industrie américaine redémarre

Tempe (Reuters) — L'activité industrielle aux États-Unis a renoué avec la croissance en décembre après s'être contractée pendant trois mois d'affilée, montrait hier un indice de l'ISM bien meilleur que prévu et qui donne corps aux espoirs d'une reprise économique en 2003. L'indice manufacturier de l'Institute of Supply Management (ISM, ex-NAPM) s'est établi à 54,7 le mois dernier, contre 49,2 en novembre, alors que les économistes tablaient sur une expansion moindre, à 50,3. Le niveau de 50 constitue la démarcation entre expansion et contraction de l'activité. L'indice d'activité, un baromètre très attendu par les économistes, n'avait pas franchi ce cap depuis le mois d'août dernier. Le sous-indice des entrées de commandes a passé lui aussi la barre des 50, augmentant fortement à 63,3 après 49,9 le mois précédent. C'est la plus importante augmentation sur un mois de cette composante depuis août 1980. Ce baromètre de la production à venir se rapproche ainsi de son pic de 65,3 atteint en mars dernier. Sur ce point, l'ISM a mis en garde toutefois contre toute interprétation hâtive et contre tout excès d'optimisme, en prévenant qu'il était *«relativement difficile d'expliquer»* à ce stade l'ampleur de cette embellie observée pendant le dernier mois de 2002.

Davantage de chômeurs

Washington (AP) — Le nombre des nouveaux demandeurs d'assurance-chômage aux États-Unis a augmenté de 13 000, la semaine dernière. Cette augmentation, anticipée par les analystes, a été enregistrée après deux semaines consécutives de baisse. En tout, on a enregistré 403 000 nouvelles demandes d'assurance-chômage dans ce pays. Le taux de chômage américain a grimpé à 6 % en novembre. On s'attend à ce qu'il atteigne 6,5 % au début de cette année avant que les entreprises ne se mettent à réembaucher des travailleurs mis à pied.

É D I T O R I A L

Les faux-pas de Lula

Intronisé mercredi président du Brésil, Lula da Silva a tant promis qu'il a suscité énormément d'espoirs au sein des millions et des millions de sans-grades quotidiennement confrontés à une répartition plus injuste qu'inégale des richesses du pays. En multipliant les engagements sur tous les fronts, le président da Silva a réduit de facto sa marge d'erreur.

La passation du pouvoir entre Fernando Cardoso et Lula da Silva a ceci d'historique que pour la première fois depuis plus de quarante ans elle s'est faite démocratiquement. Le mérite en revient avant tout au président sortant qui, tout au long de ses deux mandats de quatre ans, s'est attelé à doter son pays de mécanismes propres à libérer celui-ci des tentations dictatoriales dont ce continent est coutumier. Chef de file des sociaux-démocrates, Cardoso peut se targuer d'avoir stabilisé la vie politique de ce pays de 175 millions d'habitants. À cet égard, le travail qu'il a accompli doit être salué deux fois plutôt qu'une.

De l'héritage que Cardoso lègue à da Silva, il faut retenir le combat mené contre la mortalité infantile, qui a été réduite de 25 %, contre l'analphabétisme, qui grâce à une politique dynamique de l'éducation a ramené à 3 % seulement le nombre d'enfants ne fréquentant pas l'école. Sur le plan économique, le président sortant est parvenu à extirper le Brésil de la spirale inflationniste; le taux avoisine désormais les 5 % au lieu des 70 % enregistrés lors de sa première élection. Il est parvenu également à instaurer la discipline fiscale et à réduire passablement le degré de corruption qui tenait lieu de culture d'entreprise au sein des sociétés publiques. Enfin, il a surtout réussi à éviter que son pays ne sombre dans une crise à l'Argentine.

Cela rappelé, Cardoso a connu un échec et non des moindres. La répartition des revenus révèle encore et toujours combien la société brésilienne est prisonnière du corset imposé

par l'oligarchie. Ici et là, on estime que moins de 10 % de la population contrôle un peu plus de la moitié des richesses du pays. Cette injustice sociale a fait, si l'on ose dire, la fortune politique du fondateur du Parti des travailleurs et nouveau président du pays, qui n'a pas manqué de marteler, lors de la campagne électorale, que le fait que 54 millions de Brésiliens soient affamés constitue en soi une honte nationale.

La faim... Elle figure tout en haut de l'agenda politique du très populaire Lula. Pour terrasser ce fléau, celui-ci a promis de doubler le salaire minimum, de créer 10 millions d'emplois et d'amorcer une profonde réforme agraire. Ces mesures, Lula les a formulées lors de la campagne électorale qui s'est soldée, il n'est pas inutile de le rappeler, par une victoire nette, claire, sans appel. Depuis, le nouvel homme fort du Brésil a versé beaucoup d'eau dans son vin au nom de «*adaptation du pays à la réalité*».

Au nom de cette adaptation, la nouvelle direction a prévenu que le prochain budget serait le plus «*serré*» des dix dernières années. Cette volte-face a été effectuée parce qu'on tenait à ce que le prêt de 24 milliards du FMI soit confirmé. La dette du Brésil totalisant près de 60 % du PIB, le pays a un urgent besoin de ce prêt. D'autant plus que, selon les propres évaluations du ministre des Finances, il faudra compter un minimum de douze mois avant que l'on affiche une croissance économique susceptible de réduire le poids que la dette imprime sur la vie du pays.

Dans les jours précédant son intronisation, Lula a effectué plus d'un louvoiement, ce qui a d'ailleurs davantage heurté ses partisans que ses adversaires. Ainsi, au poste de gouverneur de la banque centrale, poste délicat s'il en est, il a choisi un proche du président sortant et ex-patron international de la Bank of Boston. Au poste de ministre du Développement et du Commerce extérieur, il a nommé le président de Sadia. Il se trouve que cette entreprise doit 160 millions à la Banque nationale du développement social qui est chapeautée par... ce ministère! En clair, le ministre en question est en conflit d'intérêts. Pire, le vice-président élu, José Alencar, est sous le coup d'une enquête pour fraude. En tant que patron d'une énorme entreprise de textile, il aurait manipulé les prix du coton afin d'avoir droit aux subventions gouvernementales. On en passe.

Pour le bien-être des millions de sans-grades, il faut espérer que les prochains pas de Lula da Silva seront moins chaotiques.



Serge Truffaut

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Pourquoi le clonage?

(En réaction à la nouvelle annonçant la naissance d'un premier bébé cloné, le samedi 28 décembre 2002)

J'ai 10 ans et je suis inquiet... Le clonage a peut-être l'air extraordinaire, mais savez-vous les conséquences de ce geste? Une personne pareille, exactement pareille comme vous dans le monde... une photocopie de soi-même, c'est artificiel et pas naturel du tout.

Nous devons faire nos bébés dans l'ordre du cycle de la vie, c'est-à-dire «*d'abord et avant tout Amour, ensuite fécondation, gestation, naissance et apprentissage de la vie*» et non «*fécondation, clonage, gestation, naissance*».

C'est sûrement ce qu'il y a de pire à faire à un bébé, à une personne, nous devons être UNIQUE dans la vie, c'est ce qui la rend belle et pleine de surprises...

Philippe Beaudoin-Martin
Québec, le 29 décembre 2002

Santé: acheter des équipements ou payer les médecins?

Le fédéral a forcé les provinces à installer un système de santé financé par l'État en offrant de payer 50 % de la facture au cours des années 70. Une fois ce système établi, le fédéral s'en est retiré en 1994, pour ne conserver que 15 % de la facture. Ce fut le même scénario avec le chômage, le fédéral a réduit la protection pour que les provinces placent ses pauvres sur le bien-être social. Les finances de la province ont été réduites de partout et, particulièrement dans la santé, la technologie est en retard. Aujourd'hui, la province doit choisir entre augmenter les dépenses sur les équipements dans le système de santé, augmenter les allocations des plus faibles de la société qui sont sur le bien-être ou augmenter les salaires des spécialistes de 250 000 \$ par année. Concernant la masse sa-

lariale des travailleurs de la santé, il ne faut pas oublier que seulement en augmentant le nombre de médecins, en acceptant les immigrants, l'argent serait orienté automatiquement sur la masse salariale. Je préférerais avoir plus de médecins et d'infirmières que d'augmenter les salaires de ceux qui font du chantage.

Le vrai problème des médecins serait de les payer en fonction de l'équité salariale à l'intérieur des conditions économiques de la province et non par comparaison avec ce que les payeurs de taxes ontariens accordent à leurs professionnels.

Le problème de fond c'est le conflit entre l'État responsable du bien commun et les intérêts particuliers d'une corporation syndicale. Le même principe devra s'appliquer dans les négociations avec tous les employés de l'État. Allons-nous appliquer l'équité salariale en comparant les fonctionnaires avec des fonctions «*équivalentes*» exercées par la moyenne de l'ensemble des payeurs de taxes ou avec l'élite (200 salariés ou plus) ou avec les salaires payés en Ontario ou aux États-Unis?

Réal Arseneau
Longueuil

Un conseil à M. Bernard Landry

Le premier ministre du Québec est un homme de cœur, habile et courageux. Il est conscient de ses erreurs comme de ses bons coups.

Fidèle à ses amis, il allait en donner la preuve récemment en proposant au caucus de ses députés et ministres de réhabiliter M. Yves Michaud que l'Assemblée nationale avait impulsivement blâmé, il y a deux ans, pour ses propos jugés antisémites.

Quand on connaît la valeur de l'homme Yves Michaud, on a raison de penser que le gouvernement de l'époque, sous l'égide de Lucien Bouchard, avait commis une erreur et une injustice grave à l'endroit du citoyen Mi-

chaud en le condamnant trop vite, sans lui avoir permis auparavant de s'expliquer devant l'Assemblée nationale.

Quelques jours avant Noël, messieurs André Boisclair, leader du gouvernement en chambre, et M. Landry premier ministre, ont voulu annoncer que désormais l'Assemblée nationale convoquerait un citoyen avant de le blâmer par une motion. Cela aurait pu être un beau cadeau à faire au patriote Yves Michaud; mais non, au contraire, ce fut un tollé de réprobations qui a surgi du groupe de députés et ministres dont plusieurs se sont opposés avec véhémence à cette idée.

Trois d'entre eux particulièrement ont montré leur incapacité à l'ouverture d'esprit et à la bonté du cœur qu'on devrait trouver normalement chez des gens qui occupent leur fonction.

Il s'agit de Joseph Facal, président du Conseil du trésor, qui possède apparemment une aptitude spontanée à semer de la bisbille au caucus et dans le parti. Il y a eu aussi Sylvain Simard, l'actuel ministre de l'Éducation, un homme dont le jugement m'apparaît parfois aussi mince que les feuilles de papier sur lesquelles sont inscrits ses principes. Et enfin, et pas le moindre, François Legault, ministre de la Santé, cet habitué des lois spéciales, qui s'est également opposé au projet.

Tout cela m'inspire à donner au premier ministre le conseil suivant: Monsieur Landry, quand vous ferez bientôt l'amalgamisme de votre Conseil des ministres, ne vous gênez donc pas pour laisser au rancart ces trois personnes que je viens de nommer puisqu'elles semblent n'avoir pas compris le message de Noël.

La fête de Noël qui rappelle la naissance de l'enfant-Dieu n'est pas sans nous rappeler que le Christ a déjà dit à son peuple et à travers lui au monde entier, qu'il valait mieux considérer l'esprit plutôt que la lutte des lois; or, l'esprit de la motion humanitaire d'André Boisclair et de Bernard Landry appelait à la compréhension et au respect de la personne d'Yves Michaud.

Guy Milot
Montréal, le 20 décembre 2002

LIBRE OPINION

Salut, Alexandre Dumas, mon frère!

MERCÈDES DUROSEL

Présidente de l'Association économique-féminine multiethnique (AECFEMETH)
Ex-membre du Comité avertisseur sur les relations interculturelles de la Ville de Montréal (CARIM)

Le 1^{er} décembre 2002, Alexandre Dumas, dont on fête cette année le bicentenaire de naissance, le plus lu des écrivains français dans le monde, inventeur du roman-feuilleton, auteur de centaines d'œuvres littéraires dont *Les Trois Mousquetaires*, le *Comte de Monte-Cristo*, ou la *Reine Margot*, dont plusieurs continuent d'être adaptées au cinéma et à la télévision, a été intronisé au Panthéon, lieu de repos que la République française réserve à ses citoyens les plus méritants.

Lors de la cérémonie officielle, le président Chirac a souligné qu'il s'agissait d'une réparation pour l'injustice qu'a subie le prolifique auteur ainsi que ses ancêtres esclaves.

Un père général né dans l'actuel Haïti

Le père d'Alexandre Dumas était né en 1762 à Jérémie dans l'actuel Haïti qu'on nommait alors Saint-Domingue sous la colonisation française. Son père Davy de la Pailleterie était un aristocrate français, était une esclave noire. Reconnu par son père, il décida quand même d'adopter le nom de sa mère, Dumas, par solidarité avec elle. Envoyé en France, il entra dans l'armée où il fit la connaissance d'un certain Napoléon Bonaparte, un jeune Corse qui maîtrisait à peine le français. La Révolution

française, en 1789, permit à ces deux jeunes officiers ambitieux de gravir rapidement les échelons jusqu'au grade de général, dans la trentaine.

Dumas combattit avec Napoléon dans plusieurs guerres, notamment en Égypte, où l'on dit que c'est lui qui aurait pris la ville d'Alexandrie en 1798.

Son nom est gravé sur l'Arc de Triomphe à Paris. De retour en France, le général Dumas reçut plusieurs commandements dont celui de l'Armée dans les Alpes, pendant que Napoléon faisait son coup d'État en 1799 pour se proclamer Premier Consul, puis Consul à vie en 1802 et Empereur des Français en 1804.

En 1801, le général Dumas, qui commençait déjà à dénoncer la tendance de Napoléon à entreprendre des guerres qui ne se justifiaient pas, fut envoyé combattre en Italie où il fut fait prisonnier. On pense que c'est pendant sa captivité qu'il a contracté une maladie qui allait l'emporter en 1806. Son fils naît peu après son retour en France en 1802. On le prénomme, comme lui, Alexandre.

Mais quelle ne fut pas la surprise du père lorsqu'il remarqua que son nom ne paraissait pas sur la liste d'affectation des généraux alors qu'il était le général de division le plus ancien dans son grade. Il protesta auprès de Napoléon, mais n'obtint aucune réponse et même sa pension ne lui fut pas payée. Devenu maître de la France, Napoléon montre ses couleurs en rétablissant, en 1802, l'esclavage aboli par la Révolution. Le général

Alexandre Dumas fut donc la première victime célèbre du racisme de Napoléon, avant son congénère Toussaint Louverture.

Dans la mouvance de la Révolution française, en 1791, sous la conduite de Toussaint Louverture, les esclaves de Saint-Domingue se révoltent. Le nouveau gouvernement français se range de leur côté et l'esclavage est aboli en 1794. Nommé général par le gouvernement français, Toussaint Louverture devient commandant militaire de l'île où il continue de réclamer tous les droits pour ses congénères.

Au rétablissement de l'esclavage en 1802, il entre en conflit ouvert avec Napoléon. Arrêté, il est déporté en France où il meurt en avril 1803 au Fort de Joux. Ces compagnons d'armes, conscients que leur tour peut venir n'importe quand décident, sous la conduite de Jean-Jacques Dessalines, de proclamer l'indépendance de Saint-Domingue sous son nom amérindien «*Haïti*» en se disant que s'ils doivent mourir, ils souhaitent périr en hommes libres plutôt qu'en esclaves. Ils ouvrent ainsi une nouvelle page dans l'histoire de l'humanité.

Une nouvelle page dans l'histoire de l'humanité

L'indépendance d'Haïti, premier pays noir indépendant des Amériques, ouvrit la voie à l'indépendance de la plupart des pays de l'Amérique latine, sous la conduite ou l'inspiration de Simon Bolívar

et introduisit une certaine notion des droits à la liberté des esclaves et des colonisés dans la culture occidentale et mondiale.

Pendant ce temps, Alexandre Dumas montrait combien le métissage pouvait dynamiser la culture en produisant des œuvres littéraires parmi les plus populaires de la période du Romantisme français. C'est dans cette même logique qu'après un voyage en Russie, Dumas fit traduire en français les œuvres du plus grand poète russe, Alexandre Pouchkine qui comme lui avait des ancêtres africains.

Il faut souligner que le fils d'Alexandre Dumas dit Alexandre Dumas fils, né à Paris en 1824 se fit, comme le dictionnaire Larousse l'indique, l'apôtre d'un «*théâtre utile*», d'inspiration sociale qui a donné des œuvres comme *La Dame aux Camélias*, *La Question d'argent* et *Le Fils naturel*. Il eut avant son père la reconnaissance officielle de la France en devenant membre de l'Académie française.

Aux États-Unis, où le président Lincoln fit abolir l'esclavage en 1865 mais où les Noirs n'ont eu tous les droits que grâce au mouvement des droits civiques mené par Martin Luther King dans les années 1960, les chants de souffrance des Noirs ont donné naissance au jazz, aux negro spirituals et au blues, base de la musique américaine et occidentale qui se répand dans le monde entier.

Puisse la reconnaissance officielle du génie d'Alexandre Dumas, l'approche du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti et l'émergence politique des Noirs Américains pousser Haïti à se ressaisir pour devenir digne de ces prestigieux ancêtres et fondateurs et les pays occidentaux à être plus ouverts envers leurs minorités et d'autres cultures.

IDÉES

Début d'année et cycle de vie

L'apport d'un grand psychologue: Erik H. Erikson (1902-1994)

Ce texte est une version abrégée de l'article «Erik H. Erikson (1902-1994), le psychologue de la générativité», paru dans le dernier numéro de *La Revue québécoise de psychologie* (vol. 23, n° 2 /2002).

RENÉE HOUDE

Professeure au département de communication de l'Université du Québec à Montréal et auteure du volume *Les temps de la vie, le développement psychosocial de l'adulte* (3^e éd.), Gaëtan Morin éditeur, Boucherville, 1999

En ces premiers jours de l'année qui nous obligent à songer au temps qui passe, je veux souligner l'apport d'Erik Erikson (1902-1994), dont nous avons fêté en 2002 le centième anniversaire de la naissance. Je veux rendre hommage à l'homme qui a élaboré une lecture psychosociologique du cycle de vie et dédié son livre *Childhood and Society* «Aux enfants de nos enfants». Cette dédicace inscrit l'ouvrage au cœur de l'intergénérationnel: société et culture font dorénavant partie de la constitution de la personne à l'échelle du cycle de vie individuel. Pas d'individu sans famille, pas de famille sans société, pas de société sans culture, pas de culture sans civilisation. Et pas de civilisation sans individu. Avec Erikson, «l'histoire de l'humanité [apparaît] comme gigantesque métabolisme de cycles de vie individuels.» (*Enfance et société*, Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, 1959, p. 6).

On connaît Erikson comme le théoricien qui a réfléchi sur l'identité. Également comme celui qui a proposé une vue d'ensemble du développement de l'être humain sur tout le cycle de la vie. On connaît moins son influence sur l'intergénérationnel et sur les histoires de vie.

L'architecte de l'identité

Dans l'histoire des idées en psychologie, on aura retenu qu'il est «l'architecte de l'identité», comme le souligne le titre que Lawrence J. Friedman a donné à sa biographie, *Identity's Architect, a Biography of Erik Erikson*, publiée chez Scribner en 1999. Sa théorie sur les huit âges de l'homme est sans doute ce qui, dans l'ensemble de sa pensée, est le plus souvent enseigné (quoique passablement ignoré par les jeunes générations). En 1950, Erikson présente les huit stades du cycle vital humain dans un chapitre de l'ouvrage *Enfance et société*.

Après Carl Jung et Charlotte Bühler, il est parmi les premiers à décrire des stades de la vie adulte, ne faisant pas s'achever le développement de la personne à la fin de l'adolescence.

Erikson illustre les enjeux de développement de la personne à travers huit stades psychosociaux, depuis la naissance jusqu'à la mort, décrits par une tension focale entre deux opposés. Si, en vertu du modèle, ces enjeux apparaissent selon une séquence, ils sont à l'œuvre de façon dynamique et systémique. À chaque stade correspond une vertu qui représente une force psychosociale de l'ego, sorte d'attribut humain tributaire du travail des civilisations, soit l'espoir, la volonté, l'autodétermination, la compétence, la fidélité, l'amour, la sollicitude et enfin l'intégrité.

Chacun de ces apprentissages s'accomplit à l'intérieur des relations interpersonnelles au sein desquelles la personne évolue, ce que Erikson nomme le radius des relations significatives.

Erikson explicite chacun des stades. Ainsi, la tension entre faire confiance et éprouver de la méfiance émerge dès la première enfance et peut déboucher sur l'apprentissage de l'espoir (premier stade): «J'ai appelé ce premier trésor la confiance fondamentale»; c'est là le premier trait psychosocial et il sert de fondement à tous les autres. La confiance fondamentale dans la mutualité de l'échange est cet «optimisme» originel, cette conviction que «quelqu'un est là»; sans cet optimisme et cette conviction nous ne saurions vivre.

Lorsque cette confiance fondamentale ne peut pas se développer dans la première enfance, en raison d'un défaut soit de l'enfant lui-même, soit de l'assistance maternelle, l'enfant meurt mentalement; il ne répond pas, et il n'apprend pas; il n'assimile pas ce dont on le nourrit; il ne parvient pas à se défendre contre l'infection; et souvent il meurt physiquement autant que moralement.

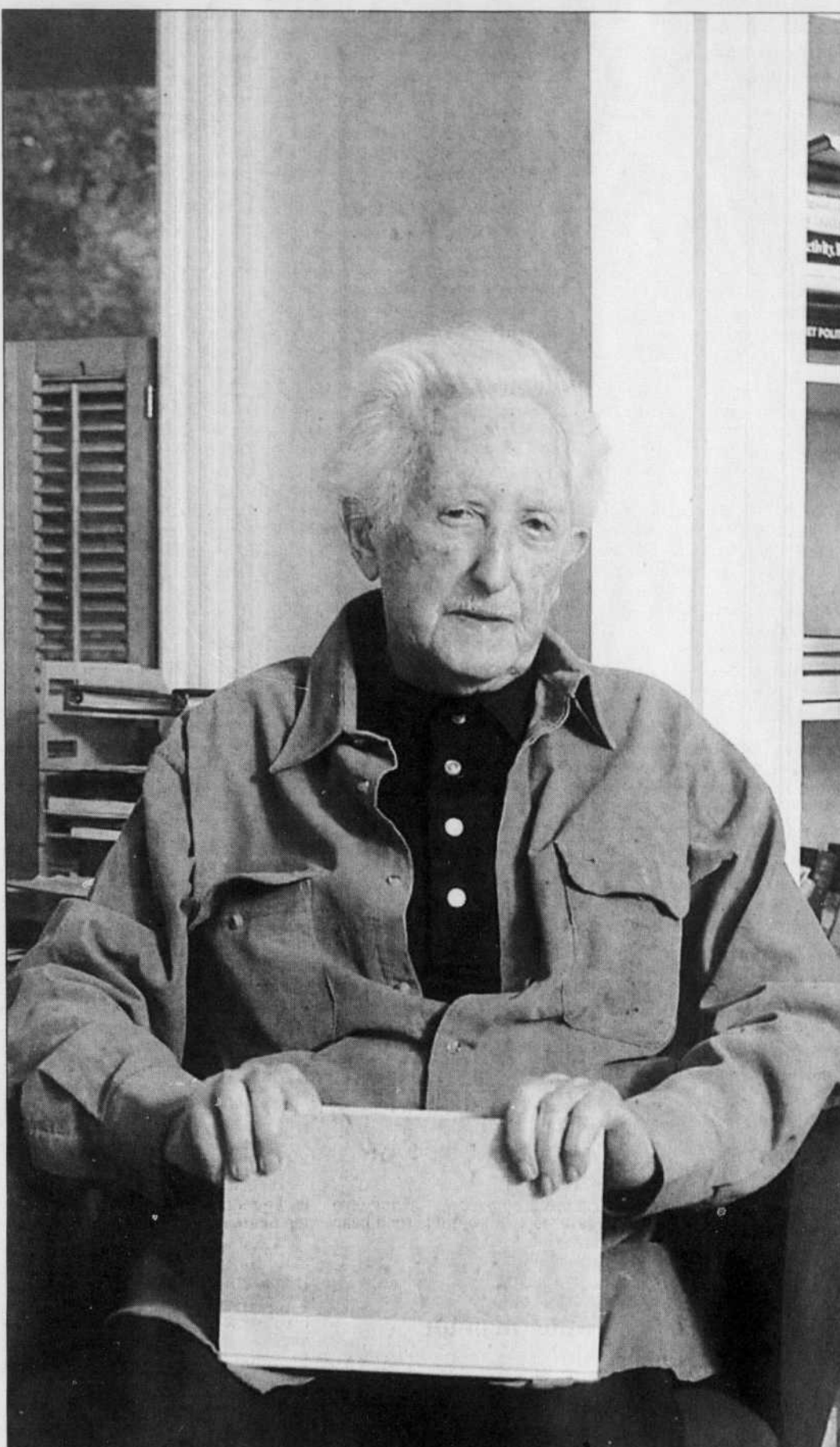
On peut donc soutenir que cette rencontre initiale d'un sujet qui perçoit et d'un objet perçu est le point de départ de tout sens de l'identité. (*Luther avant Luther, psychanalyse et histoire*, Flammarion, Paris, 1968, p. 137).

Le deuxième stade (autonomie versus doute) ouvre sur la volonté comprise comme «[...] la ferme détermination d'exercer librement son choix aussi bien que le contrôle de soi-même, en dépit de l'inévitable expérience infantile de la honte et du doute» (*Éthique et psychanalyse*, Flammarion, Paris, 1971, p. 122 et ss.).

Au troisième stade (initiative versus culpabilité), la résolution ou l'autodétermination «[...] n'est autre que le courage d'envisager et de poursuivre des objectifs valables sans se laisser inhiber par la faillite des fantasmes infantiles, par la culpabilité ou par la crainte paralysante de la punition» (ibidem).

Le stade quatrième, travail versus infériorité, débouche sur la compétence, c'est-à-dire «le libre exercice de la dextérité et de l'intelligence dans l'exécution des tâches — sans qu'intervienne aucune inhibition par un sentiment infantile d'infériorité» (ibid.). Le cinquième stade, identité versus confusion de rôle, permet de développer la fidélité, «l'aptitude à maintenir la loyauté librement promise en dépit des inévitables contradictions des systèmes de valeurs» (ibid.).

Les trois derniers stades portent nommément sur la vie adulte. Le sixième, intimité versus distanciation, ouvre sur la capacité d'aimer vue comme «la mutualité de la dévotion» (ibid.). Le septième, générativité versus stagnation, concerne le souci des générations



SOURCE NEWS/COM

On connaît Erik Erikson comme le théoricien qui a réfléchi sur l'identité. Également comme celui qui a proposé une vue d'ensemble du développement de l'être humain sur tout le cycle de la vie. Mais plus que du psychologue de l'identité, c'est du psychologue de la générativité que l'histoire se souviendra.

suivantes (ibid.) et ouvre sur la sollicitude; ainsi la générativité se trouve au fondement de l'intergénérationnel. Enfin, la tension entre l'intégrité et le désespoir (huitième stade), prépondérante en fin de vie, ouvre sur la sagesse définie comme «une sorte d'intérêt détaché pour la vie en tant que telle, face à la mort en tant que telle.»

Pour Erikson, le processus de la formation de l'identité, enraciné dans les changements concomitants du corps, de la psyché et de l'éthos (culture et société), se situe au croisement de l'individu et de sa communauté. La relativité psychosociale s'impose: impossible de saisir le développement d'une personne sans comprendre le contexte culturel et historique, personnel et social, du déroulement de sa vie. Semblables aux fils de couleurs qui composent la tapisserie qu'est une vie, les enjeux peuvent dès lors devenir des fils qui permettent de saisir notre histoire de vie et celle des autres.

Le développement de la personne «ordinaire»

La postérité reconnaît Erikson comme étant l'un des premiers psychologues qui tentent de nommer le développement de l'être humain... faudrait-il dire «ordinaire»? Non, puisque Erikson s'intéresse aussi à l'évolution des vies extraordinaires comme celle de Martin Luther, de Gandhi, de William James, de Georges Bernard Shaw et de Sigmund Freud. Faudrait-il dire «normal»? Pas davantage, car ses analyses portent sur la totalité de l'expérience humaine.

Il a décrit «une sorte d'itinéraire des étapes du moi» (*Enfance et société*, p. 29) et mis de l'avant le concept de crise développementale, donnant de la crise une notion qui «n'évoque plus l'idée d'une catastrophe imminente», mais qui est «synonyme de tournant nécessaire».

Retournons à César ce qui revient à César. La conception que la vie humaine implique des crises de développement vues comme des occasions de maturation psychosociale revient à Erikson. On peut parler des différentes naissances de la vie adulte, on peut parler des transformations de la vie humaine à travers des phases, parce qu'Erikson a fait passer dans la culture psychologique cette conception positive et féconde de la crise développementale.

Ce faisant, il rompt partiellement avec la tradition freudienne:

- les forces de l'ego sont tout aussi importantes que les mécanismes de défense;
- l'expression de la totalité de la vie devient plus centrale que la suprématie de l'inconscient;
- l'identité — plutôt que la pulsion ou la sexualité — devient la matrice du changement;
- l'identité passe par l'actualisation mutuelle des personnes au cours d'un cycle de vie intergénérationnel;
- la générativité s'entremêle à l'identité à l'échelle de la civilisation.

Sa vision du développement est féconde parce qu'elle souligne les forces positives de l'ego et communie une vision dynamique du changement. Comme clinicien, Erikson mise sur les ressources de la personne, mais ne néglige pas pour autant le rôle du conflit dans l'aventure développementale. Certes Erikson a contribué à déloger la psychologie de l'originologie — pour reprendre son néologisme: désormais le développement de la personne ne s'explique plus seulement par son enfance. Il a également contribué à contrer l'hégémonie de l'inconscient, remettant ce dernier à une place bien légitime dans l'ensemble plus large des forces impliquées: soma, psyché, éthos.

Enfin, Erikson a imposé la nécessité d'un point de vue psychosocial et a insisté sur l'influence de la famille et de la société, à travers les relations interpersonnelles et la culture, soulevant des considérations éthiques encore actuelles.

Au cœur de sa pensée: l'intergénérationnel

La générativité est une forme d'amour élargi à la progéniture, aux descendants au sens large, bref à la suite du monde; elle mène à la sollicitude. Se soucier des générations futures est un des enjeux majeurs de développement au mitan de la vie.

Pour Erikson, la formation de l'identité est arc-boutée aux générations: «On est enclin à oublier que la formation de l'identité, encore qu'elle soit critique dans l'adolescence, constitue réellement un problème de génération» (*Adolescence et crise*, p. 26).

En ce sens, il montre comment l'appauvrissement ou l'enrichissement de la vie émotive se transmet: «Les enfants doivent, un jour, éduquer leurs propres enfants et tout appauvrissement de leur vie émotuelle dans le but d'éviter des frictions doit être considéré comme une perte affectant plus d'une existence. Les générations futures dépendront de l'aptitude de chaque individu à faire passer chez ses enfants un peu de l'enthousiasme vital qu'il aura sauvé des conflits de son enfance.» (*Enfance et société*, p. 200).

Il insiste également sur le rôle et la responsabilité de la société face aux enfants et aux jeunes: «Chaque société se compose d'hommes qui se développent de l'état d'enfants à celui de parents. Pour assurer la continuité de la tradition, la société doit préparer de bonne heure ses enfants à être des parents; elle doit s'occuper des inévitables restes d'infantilisme chez ses adultes.» (*Enfance et société*, p. 270).

On a beaucoup insisté sur l'influence des parents dans le développement des enfants, cependant Erikson montre que les enfants exercent aussi une influence sur le développement psychosocial des parents: il insiste sur la mutualité (et non la réciprocité) du développement des uns et des autres.

Il nomme le besoin d'être confirmé au cours du processus de formation de l'identité, ébauchant ainsi un des éléments fondateurs du mentorat. Dans *Éthique et psychanalyse*, il parle de l'importance du mentor: «Les jeunes ont besoin par-dessus tout d'adultes pour les confirmer et de compagnons d'âge pour les affirmer.» (*Éthique et psychanalyse*, p. 130). Et dans son livre *Young Man Luther*, il insiste sur ce besoin de confirmation des jeunes adultes:

«Les jeunes patients — ainsi que les jeunes gens doués d'une personnalité extraordinaire — exigent d'eux-mêmes et de leur entourage des réponses extrêmes et totales. Il leur faut une confirmation quotidienne d'eux-mêmes, et ils exigent cette confirmation tant pour le futur significatif que pour le passé absurde [...]. Les jeunes sujets atteints d'un trouble grave ne sont pas faits pour le divan du psychanalyste; ils veulent vous faire face et veulent que vous leur fassiez face, non comme le fac-similé du parent, ou sous le masque du professionnel qui les aide parce que c'est son rôle, mais comme un individu d'une espèce supérieure sur lequel un être jeune peut s'appuyer, ou dont il désespérera.» (*Luther avant Luther*, p. 16).

Il s'ensuit que la régénération de l'énergie humaine dépend de l'intergénérationnel: «[...] les relations entre générations ont une influence considérable, car c'est de cette interaction que dépend aussi bien la régénération de l'énergie humaine que la perpétuation de la faiblesse humaine à la seconde ou la troisième génération.» Cela nous amène au rôle de l'individu dans l'enchaînement des générations et, donc, à cet ordre successif que vos textes sacrés appellent Lokasagraha — ou «maintien du monde [...]» (*Éthique et psychanalyse*, p. 233).

Les liens entre l'intergénérationnel et l'évolution de la civilisation sont en conséquence fort étroits; Erikson en conclut: «L'énergie humaine dépend donc d'un processus total qui régit à la fois l'enchaînement des générations et la structure de la société.» (*Éthique et psychanalyse*, p. 162).

Un pionnier des approches biographiques

Un aspect moins connu de l'œuvre d'Erikson est son travail de pionnier dans le domaine des histoires de vie, comme psychobiographe et comme professeur du cycle de vie.

Erikson a publié de nombreuses études psychohistoriques de personnages importants concernant leur adolescence et leur entrée dans le monde adulte, par exemple sur Maxim Gorky et Adolph Hitler, sur George Bernard Shaw et William James. Son étude magistrale de la jeunesse de Martin Luther, *Young Man Luther*, paru en français chez Flammarion dix ans plus tard sous le titre *Luther avant Luther, psychanalyse et histoire*, porte sur sept années de la vie de Luther, soit de 1505 à 1512.

Psychobiographe, professeur, Erikson ne pouvait sans doute pas entrevoir à quel point ses idées sur l'identité, sur la dimension psychosociale du développement, sur l'articulation entre le social et le psychique allaient devenir des fondements pour les praticiens des récits de vie en sciences humaines (histoires de vie en formation, sociologie clinique, etc.). Ici encore, nous lui sommes redevables.

L'influence d'Erikson est encore fort prégnante aujourd'hui. Le développement de l'être humain, à tous les âges de la vie, ne peut plus être pensé sans les notions qu'il a élaborées et qui font dorénavant partie du corpus de la psychologie contemporaine. Sa manière de voir les choses a déteint sur nous, parfois à notre insu. À preuve, le fait que nous parlons des crises de la vie, de générativité et d'intégrité, sans toujours remonter en amont. Les approches biographiques lui doivent beaucoup. Et ceux qui se passionnent pour l'intergénérationnel reliront avec joie ses idées sur la générativité.

Erikson n'a pas élaboré une théorie du cycle de vie hors de cause et hors de connaissance. Né en Allemagne d'une mère danoise, il n'a jamais su qui avait été son père biologique; il a pris le nom d'Erik H. Erikson, — qui veut dire Erik, fils d'Erik —, quand il est devenu citoyen américain, ce qui n'est pas anodin pour une personne qui réfléchit sur l'identité. Il a été à la fois artiste et psychanalyste-psychologue, juif et chrétien. Né en 1902 — on sait que *Die Traumdeutung*, paraît en 1899 (œuvre majeure de Sigmund Freud publiée sous le titre français, *L'Interprétation des rêves*) — son évolution est concomitante du développement de la psychanalyse.

Il a donc vécu son existence dans des espaces frontières et était conscient à la fois de la richesse et de la complexité de son parcours. Freud aurait sans doute qualifié de sublimation réussie la canalisation de la quête de son père biologique. Cette recherche a animé Erikson toute sa vie.

À travers sa lecture des vies de Luther, de Gandhi et des autres, s'essayant à nommer leur parcours d'identité, cherchait-il possiblement à nommer le sien. Sa théorie de l'identité pèrie d'intergénérationnel est enracinée dans une expérience fondamentale de confiance de base qui n'est pas sans faire écho à l'expérience vécue avec sa mère, Karla. Mais sans doute Erikson répliquerait-il immédiatement que le contexte social, culturel et interpersonnel est nécessaire pour rendre justice au façonnement d'une vie et d'une œuvre.

Plus que du psychologue de l'identité, c'est du psychologue de la générativité que l'histoire se souviendra.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), François Cardinal (actualité municipale), Jeanne Corriveau (vigile), Marie-Andrée Chouinard (éducation); Paule des Rivières (éto-ialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricature); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Pauline Gravel, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (journaliste); à l'information politique: Hélène Buzetti, Manon Cornéliier (correspondants parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Madeleine Rioux Soucy, Geneviève Ollivier (commis). La documentation: Gilles Pare (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gylaine Côté, Marlene Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rusland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION: Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATION: Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt, L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Roger Boivert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

FILLETTE

SUITE DE LA PAGE 1

Dans plusieurs pièces du cinq et demi de Montréal-Nord qu'occupait jusqu'à tout récemment la famille Herrera, la moisissure s'est accumulée sur les cadres des fenêtres et l'humidité a laissé des traces à l'angle des murs. Julio Herrera ne veut plus que ses enfants remettent les pieds dans cet appartement et il les a confiés à sa belle-sœur. Déterminé à quitter cet endroit au plus vite, il s'est mis en quête d'un nouveau logement avec l'aide de Brunilda Reyes, directrice des Fourchettes de l'espoir, un organisme communautaire d'économie sociale qui, heureusement, n'avait pas fermé ses portes durant la période des Fêtes. Les démarches ont été fructueuses puisque hier ils ont trouvé un appartement; le père de famille s'est entendu avec le nouveau propriétaire pour s'y installer dès la fin de semaine avec les siens.

Des symptômes inquiétants

Comme bien d'autres familles, les Herrera avaient été incapables de trouver un logement en juillet dernier. La Ville de Montréal leur a finalement déniché un logement situé au sous-sol d'un immeuble de trois étages de la rue Pascal et ils ont pu bénéficier d'un supplément au loyer. C'est en septembre que les problèmes ont commencé et ils se sont intensifiés au fil des semaines, relate M. Herrera. Les uns après les autres, ses enfants ont souffert de divers maux: maux de tête, maux de ventre, troubles respiratoires et diarrhées. «Nous étions épuisés», dit-il. Après le décès de Raquel, les deux sœurs de celle-ci ont elles aussi dû être hospitalisées, victimes d'un virus dont on ignore toujours l'origine.

À la demande d'Urgences-santé, des policiers se sont présentés sur les lieux le 31 décembre à 2h du matin et, jugeant la présence de moisissure inquiétante, ceux-ci ont demandé à la Ville de Montréal d'y dépêcher un inspecteur. Les bureaux de l'arrondissement Montréal-Nord étant fermés hier, l'intervention des employés municipaux a dû être retardée, mais une inspection devait être faite aujourd'hui pour déterminer si le logement est insalubre. En novembre dernier, rappelle toutefois Martin Viau, porte-parole au cabinet du maire Gerald Tremblay, un inspecteur avait visité l'appartement, mais il n'avait pas jugé que l'état des lieux pouvait constituer un danger pour les membres de la famille.

Les autres locataires de l'immeuble disent eux aussi avoir décelé des moisissures dans leur logement et relatent que leurs enfants ont été, à maintes reprises, incommodés par des problèmes respiratoires au cours des derniers mois. Les deux enfants de Mélanie Picard, qui demeure au troisième étage, souffrent d'asthme et le médecin a fait savoir à la jeune mère que leur état pourrait être causé par les moisissures. «Ce n'est pas une simple rénovation qui va régler le problème dans mon logement, dit-elle. Il est majeur et il s'étend de haut en bas dans l'immeuble.»

Patricia Lafontaine, qui occupe maintenant un logement au deuxième étage, a déjà vécu au sous-sol, comme les Herrera. «Ma fille était tout le temps malade, souffrant d'asthme, se rappelle-t-elle. Elle se réveillait souvent la nuit avec des difficultés à respirer et à plusieurs reprises nous avons dû la conduire à l'hôpital. Mais depuis que j'ai déménagé au deuxième étage, ça s'est calmé.»

Le propriétaire affirme que jamais les locataires ne lui ont signalé de problèmes de moisissures avant cette semaine. «S'il y a des problèmes et s'il y a des réparations à faire, c'est sûr que je vais les faire. Ils n'ont qu'à m'appeler», indique Félix Bellevue. Mais le propriétaire demeure convaincu que les traces d'humidité sont le fruit de la négligence des locataires qui n'aèrent pas suffisamment leur appartement, n'actionnent pas le ventilateur dans la salle de bains après une douche et n'ouvrent pas leurs fenêtres lorsqu'ils font la cuisine. «Je paie le chauffage. Ils n'ont pas d'économies à faire de ce côté. Ils n'ont qu'à ventiler l'appartement», ajoute-t-il.

Si les inspecteurs de l'arrondissement de Montréal-Nord déterminent que le logement est insalubre, la Ville pourra ordonner au propriétaire de remédier à la situation. «La Ville n'aura pas à m'ordonner de faire des travaux car je les ferai si c'est nécessaire», assure M. Bellevue.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

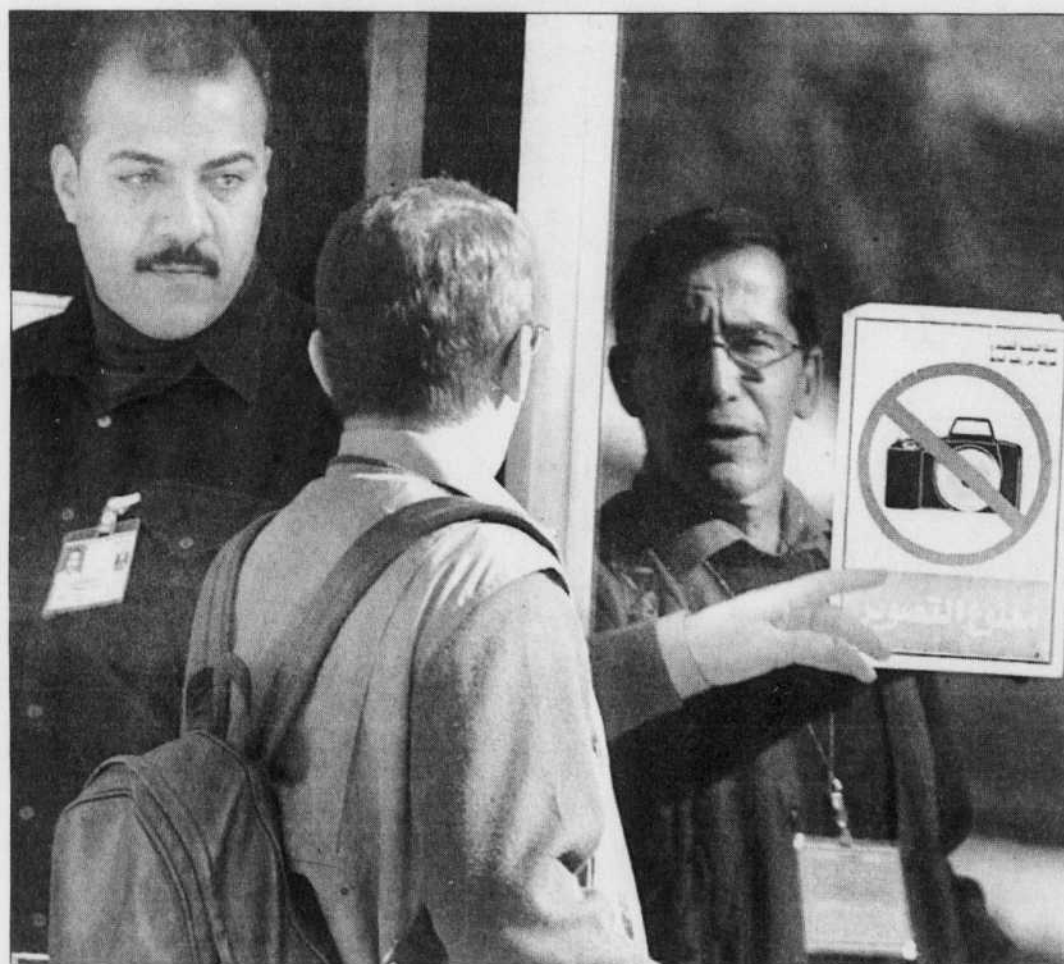
Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 980, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

Il a ajouté que la date précise n'avait pas encore été fixée. Cette visite de M. Blix, qui sera accompagnée de Mohamed ElBaradei, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), interviendra avant la présentation par les deux hommes, le 27 janvier au Conseil de sécurité de l'ONU, d'un rapport sur les inspections qui ont repris le 27 novembre, après quatre ans d'interruption.

«Nous voulons discuter des moyens d'appliquer de manière idéale la résolution [1441] et examiner aussi les questions en suspens concernant les anciens programmes» d'armes de destruction massive de l'Irak, a précisé le président de l'Organisation de contrôle irakien, lors d'une conférence de presse à Bagdad.

Le général Amine, qui dirige l'Organisation de contrôle irakien, a précisé que les experts de l'ONU ont inspecté 230 sites en cinq semaines et «n'ont trouvé aucune activité ou aucun objet prohibé» par les résolutions de l'ONU. Interrogé sur les risques de guerre, le général Amine a déclaré que l'Irak était confiant mais qu'il se défendrait si nécessaire.



Les inspecteurs de l'ONU ont visité hier six sites dans la région de Bagdad.

LULA

SUITE DE LA PAGE 1

La hausse des prix a bondi ces derniers mois, grimpant à 12 % et révélant le spectre de l'hyperinflation. La croissance est anémique. La dette de 264 milliards de dollars atteint 60 % du PIB. Et l'effondrement de l'économie argentine, depuis un an, a provoqué une crise de confiance des investisseurs dans la région. Certes, le FMI a accordé récemment un énorme prêt de 30 milliards de dollars — dont la plus grande partie reste à venir —, mais à condition d'une stricte rigueur budgétaire.

En attendant de dégager les moyens nécessaires à ses grands projets sociaux — comme celui de «Faïm zéro» —, Lula va se concentrer dans un premier temps sur des réformes délicates comme la réforme fiscale dans un pays plombé par la fraude. Son absence de majorité au Congrès ne devrait pas constituer un obstacle: les partis brésiliens ne pratiquent pas la discipline de vote, les négociations sont toujours possibles. «L'opposition que va affronter Lula ne se montrera pas aussi féroce et dogmatique que celle qu'il a lui-même pratiquée ces dernières années contre Cardoso», assure Helio Jaguaribe.

En revanche, Lula va devoir gérer l'impatience de la partie la plus radicale de sa base. Très lié historiquement au Parti des travailleurs, le Mouvement des sans-terres (MST) ne va pas tarder à se manifester. Quatre millions de familles sont en attente de terres à cultiver. L'attribution de terrains était déjà à l'œuvre sous la présidence Cardoso, et Lula ne se privait pas alors de critiquer les lenteurs du processus. A lui désormais de tenter d'accélérer la machine. Et d'éviter tout dérapage. «Lula va devoir faire preuve d'une grande fermeté avec le MST, qui a un véritable potentiel de déstabilisation de la société», estime Helio Jaguaribe. Mais la principale difficulté n'est pas d'obtenir les terres, qui sont déjà disponibles, mais de développer les infrastructures. «Il n'y a pas de crédits, pas d'outils, pas de programme agricole. Actuellement, la réforme agraire n'est ni réfléchie, ni planifiée», constate un observateur.

Malgré les obstacles, les espoirs suscités dépassent les frontières brésiliennes et beaucoup de commentateurs se demandent «si un homme de gauche peut faire marcher le plus grand pays d'Amérique du Sud». Lula a sa propre recette: il n'y aura pas de changement radical, ce qui devrait lui éviter d'aller droit dans le mur, comme Hugo Chavez au Venezuela.

Pour son équipe ministérielle, Lula a décidé de compter sur un délicat équilibre, issu d'un dosage précis: des figures du Parti des travailleurs (PT) à la tête des ministères sociaux; des gardiens du cap financier pour les portefeuilles économiques. Objectif: ne pas désespérer son électorat tout en faisant passer le message que la priorité est de juguler la crise.

AZIZ

Le 18 novembre, M. Blix s'était rendu à Bagdad avec M. ElBaradei pour relancer le processus de vérification des armes de l'Irak. Cette visite, la première du genre depuis décembre 1998, avait eu lieu après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1441 qui durcit le régime des inspections.

«L'heure de vérité arrive»

Lors d'une visite de son ranch de Crawford (Texas) organisée pour les journalistes, le président américain George W. Bush a estimé que l'heure de vérité approchait pour Saddam Hussein.

«J'espère que nous n'aurons pas à entrer en guerre» contre l'Irak, a déclaré M. Bush. «C'est [au président irakien] Saddam Hussein de décider de désarmer. C'est à lui de faire ce choix», a-t-il ajouté.

«Cela fait onze ans que cela dure. Et maintenant, il doit comprendre que l'heure de vérité arrive, et il doit désarmer volontairement. J'espère qu'il le fera», a-t-il poursuivi.

Il ne cache cependant pas son scepticisme: «C'est un homme qui aime se livrer à des jeux et des tricheries [...] Le monde lui a demandé de se débarrasser de ses armes de destruction massive. Les premières indications sur sa volonté de désar-

mer volontairement ne sont pas très positives», a-t-il dit.

Sur le terrain, les inspecteurs de l'ONU ont visité hier six sites, dont la compagnie d'Etat Al-Hadar, un site chimique à 280 km au nord-ouest de Bagdad, la compagnie d'Etat Al-Fatah à Bagdad (programmes de carburant solide pour missiles) et un dépôt de l'armée de l'air dans le complexe d'Al-Taji, au nord de la capitale.

Les inspecteurs ont aussi visité la compagnie d'Etat Ibn Fernas, qui appartient à l'industrie militaire, à environ 18 km au nord-ouest de Bagdad, selon le porte-parole des experts à Bagdad.

Dans les prochains jours, les inspecteurs vont pouvoir étendre leur rayon d'action en se servant pour la première fois d'hélicoptères.

Plus tôt cette semaine, l'ONU a déclaré que ses inspecteurs avaient pu accéder librement à tous les sites qu'ils voulaient voir depuis le début de la mission. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a souligné mardi que l'Irak coopérait avec les inspecteurs, «qui ont été en mesure de faire leur travail sans entrave», ajoutant qu'il ne voyait «aucune raison à ce stade pour une action militaire».

19 journalistes tués en 2002 dans le monde

AGENCE FRANCE PRESSE

New York — Dix-neuf journalistes, pris pour cible, ont été tués en 2002 dans le monde, soit la moitié moins que l'année précédente, a indiqué hier le Comité de protection des journalistes (CPJ), basé à New York. Seules quelques affaires ont vu les tueurs traduits en justice, a précisé l'organisation, dont le décompte n'intègre pas les décès de journalistes lors d'accidents pendant l'exercice de leurs fonctions.

En 2001, 37 journalistes, pris pour cible, étaient décédés. Le bilan pour 2002 est le plus bas enregistré par l'organisation depuis l'établissement en 1985 de son décompte annuel.

Selon le CPJ, la baisse des décès enregistrés est due à la réduction du nombre des conflits dans le monde et à la protection accrue des journalistes décidée par les rédactions, après l'assassinat de Daniel Pearl du *Wall Street Journal* au Pakistan.

Au moins deux journalistes ont survécu à des tirs grâce à leur gilet pare-balles.

«Bien que la baisse des décès cette année soit encourageante, les journalistes continuent d'être des cibles et assassinés en raison de leur travail», a souligné la directrice du CPJ, Ann Cooper.

«Les trafiquants de drogue au Brésil, les groupes paramilitaires en Colombie, et des politiciens corrompus aux Philippines essayent de réduire au silence des journalistes en les intimidant et les tuant, et cela doit cesser», a-t-elle ajouté.

CLONE

SUITE DE LA PAGE 1

«Nos établissements en Corée du Sud ont été investis par la police avec beaucoup de fracas. La FDA [agence fédérale pour la sécurité alimentaire et pharmaceutique américaine] est entrée dans certains de nos locaux à Las Vegas, aux États-Unis. Une demande a été déposée en Floride, je crois, pour que l'enfant soit retiré à la mère, donc ça fait beaucoup d'accumulations pour les parents, qui sont rentrés chez eux et qui veulent juste avoir la paix et vivre bien avec leurs enfants», a-t-elle déclaré.

Une deuxième naissance

L'«évé» raélienne a aussi annoncé la naissance d'une deuxième petite fille clone d'ici quelques jours, dans un pays européen. Sur les ondes de France 2, elle a précisé qu'un expert indépendant aurait peut-être plus de chance d'effectuer des prélèvements sur ce deuxième bébé cloné: «Peut-être que le deuxième enfant sera plus accessible puisqu'il est en Europe et que le pays dans lequel il ou elle va naître sera moins délicat.»

Mme Boisselier, lors d'une conférence de presse la semaine dernière à Hollywood (Floride), avait déjà annoncé la naissance de ce bébé supposé cloné, précisant que ce serait dans un «pays d'Europe du Nord» et qu'il était attendu d'un «couple de lesbiennes».

Zones d'ombre

Même si les prélèvements étaient effectués sur ce deuxième enfant, il y a de fortes chances que de nombreuses zones d'ombre subsistent.

La démarche retenue par les raéliens — désignation d'un journaliste qui choisira des experts indépendants chargés des vérifications scientifiques — ne correspond pas aux procédures retenues par la communauté des chercheurs pour l'annonce de découvertes scientifiques.

Par ailleurs, la crédibilité du journaliste scientifique chargé de superviser les prélèvements pourrait être remise en question. Ancien professeur de physique à Harvard, titulaire d'un doctorat de mathématiques, physique et astronomie, Michael Guillen, ex-reporter scientifique de la chaîne ABC et aujourd'hui à son compte, a juré qu'il n'était pas payé par Clonaid.

Il n'a cependant pas révélé, lors de son apparition publique il y a une semaine en Floride, qu'il était en négociation depuis plus d'un an avec Clonaid pour le tournage d'un documentaire exclusif sur l'entreprise de clonage des raéliens.

L'AFP a appris, de sources concordantes, que sa maison de production documentaire, Spectacular Sciences Productions (SSP), n'a pas conclu d'accord final avec Brigitte Boisselier, en dépit de négociations menées jusqu'à la dernière minute.

Demande de tutelle

En Floride, un avocat américain a demandé à la justice de l'Etat de retirer la garde du supposé bébé clone à ses parents, au motif que l'enfant est exploité, fait l'objet de mauvais traitements et qu'il pourrait souffrir de troubles génétiques graves.

«Le but de cette plainte est donc de faire placer cet enfant sous tutelle judiciaire», a indiqué hier à l'AFP l'avocat, Bernard Siegel.

Dans sa plainte, il affirme que le bébé est un «co-baye humain» objet d'une «dangereuse expérience médicale». Il réclame à la justice qu'elle ordonne une expertise médicale pour déterminer son état de santé.

Mme Boisselier a indiqué que des avocats examinaient cette plainte pour savoir quels étaient «les risques» que le bébé soit retiré aux parents.

Elle a dit craindre, en outre, que l'expert indépendant chargé d'effectuer les prélèvements d'ADN, sous la supervision du journaliste américain Michael Guillen, et dont elle a refusé de dévoiler l'identité, ne soit forcé à témoigner sous serment devant la justice.

La FDA enquête

Par ailleurs, parallèlement à une perquisition lundi dans les bureaux d'une filiale sud-coréenne de Clonaid, BioTech Fusion Inc., les autorités fédérales américaines ont lancé une enquête préliminaire sur l'entreprise de clonage des raéliens.

Des inspecteurs de la FDA se sont présentés lundi dans les bureaux de la société Clonaid, à Las Vegas (Nevada), dans le cadre d'une enquête préliminaire. La FDA a précisé qu'aucune perquisition ou saisie n'avait été effectuée.

La société de clonage humain, Clonaid, dont les bureaux se trouvent à Las Vegas (Nevada), a été fondée par les raéliens, une secte installée au Canada et qui professe que des extraterrestres ont créé l'espèce humaine par clonage il y a 25 000 ans.